



# Assemblée générale

Distr. générale  
2 février 2023  
Français  
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 121 de l'ordre du jour

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

## Activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Dans sa résolution [75/291](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-dix-septième session, en février 2023 au plus tard, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui renfermerait des propositions d'avenir concernant l'application de la Stratégie par le système des Nations Unies. Dans la même résolution, elle a demandé au Secrétaire général d'évaluer la nécessité de mieux intégrer l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres, en tant qu'éléments transversaux de la Stratégie, dans l'action de lutte contre le terrorisme menée par le système des Nations Unies afin d'en renforcer l'efficacité, y compris les besoins en matière de moyens consultatifs ou de capacités de suivi et d'évaluation à cet égard, et de lui rendre compte de son évaluation dans son rapport. Enfin, l'Assemblée a prié le Bureau de lutte contre le terrorisme d'évaluer les méthodes et outils relatifs à un cadre de résultats pour assurer la mise en œuvre intégrale, équilibrée et intégrée de la Stratégie par les entités relevant d'elle.

2. L'Organisation des Nations Unies, s'appuyant sur le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, continue d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des ripostes reposant sur les quatre piliers de la Stratégie, à savoir le pilier I : mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme ; le pilier II : mesures visant à prévenir et combattre le terrorisme ; le pilier III : mesures destinées à étoffer les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme et à renforcer le rôle joué en ce sens par l'Organisation des Nations Unies ; le pilier IV : mesures garantissant le respect des droits humains et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste.



## II. Évolution du terrorisme dans le monde

3. Le terrorisme continue de représenter une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales. Après des années de déclin, les attaques terroristes ont vu récemment leur fréquence augmenter. La menace accrue posée par les principaux groupes terroristes et leurs antennes régionales durant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'a montré aucun signe d'apaisement. Dans les zones de conflit et les pays voisins, des groupes tels que Daech, Al-Qaida et leurs affiliés exploitent les fragilités liées aux conflits pour asseoir leur sphère d'influence, contribuant ainsi à intensifier les cycles de la violence, à alimenter l'instabilité, à saper les efforts de paix, à paralyser les institutions de l'État, à retarder la réalisation des objectifs de développement et à entraver les interventions en réponse aux situations d'urgence humanitaire. Si les groupes terroristes semblent représenter une menace moindre en dehors des zones de conflit, ils n'en cherchent pas moins à inspirer ou à diriger des attaques, notamment en exploitant l'espace en ligne et en entretenant l'ambition de mener des opérations extérieures.

4. Certains États Membres ont infligé des pertes importantes aux groupes terroristes, frappant la direction de Daech en février et novembre 2022 et celle d'Al-Qaida en juillet 2022, ce qui s'est répercuté, du moins temporairement, sur la capacité organisationnelle et opérationnelle de ces groupes. Néanmoins, Daech représente une menace résiliente et persistante en Iraq et au Levant, le groupe possédant une structure décentralisée et une capacité de mettre sur pied des attaques complexes, comme l'ont démontré l'opération meurtrière lors de l'évasion de prison survenue en janvier 2022 et l'assaut déjoué contre une prison dans le nord-est de la République arabe syrienne, en décembre 2022.

5. Plusieurs assassinats, une recrudescence de la violence et des cas de radicalisation vers la violence ont fait que la situation dans les camps et les lieux de détention en Iraq et dans le nord-est de la République arabe syrienne, où se trouvent, avec leurs familles, des personnes soupçonnées d'avoir des liens avec Daech et d'autres groupes désignés comme terroristes par le Conseil de sécurité, est restée désastreuse. Les conditions dans lesquelles se trouvent les personnes bloquées dans les camps, pour la plupart des femmes et des enfants, continuent de poser un grave problème, en termes humanitaires et en matière de droits humains, qui appelle de toute urgence une action résolue.

6. De portée, en soi, mondiale, la menace posée par le terrorisme a continué de s'aggraver et de gagner du terrain, en particulier en Afrique. L'activité terroriste a continué de s'intensifier en Afrique de l'Ouest et au Sahel, atteignant des régions telles que le golfe de Guinée, largement épargnées, il y a peu encore, par ce type de violence. Daech, Al-Qaida et leurs filiales régionales ont étendu leurs opérations depuis la frontière ougandaise, pénétrant plus avant en République démocratique du Congo, et ont multiplié les attentats de moindre envergure dans le nord du Mozambique. Un nombre croissant de leurs affiliés ont montré qu'ils pouvaient lancer des attaques coordonnées, s'emparer de territoires et recruter des sympathisants sur tout le continent. En Somalie, les Chabab ont intensifié les attaques hautement meurtrières et Boko Haram a enrôlé de nouvelles recrues dans le bassin du lac Tchad.

7. Depuis août 2021, les Taliban ont consolidé leur contrôle administratif sur l'Afghanistan. Le groupe n'a pas rompu ses liens avec Al-Qaida, qui reste présente dans le pays, alors que le Conseil de sécurité avait exigé, dans sa résolution [2593 \(2021\)](#), que le territoire afghan ne soit pas utilisé pour menacer ou attaquer tout autre pays ni pour abriter ou entraîner des terroristes, ou pour planifier ou financer des actes terroristes. En ce qui concerne les conditions de sécurité, une tendance inquiétante a été constatée ces derniers mois, notamment des attentats commis par

l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, des affrontements chroniques entre l'opposition armée et les forces de sécurité talibanes et la persistance de la présence de groupes terroristes étrangers. De graves préoccupations entourent le fait que l'Afghanistan est redevenu un refuge pour les groupes terroristes, ce qui pourrait avoir un effet déstabilisateur sur les pays voisins et sur la région.

8. En dehors des zones de conflit, les groupes terroristes ont cherché à inspirer ou à diriger des attaques pour générer un impact médiatique. Tout rétablissement ou renforcement de la capacité de Daech et d'Al-Qaida à mener ou à faciliter des attaques en dehors de ces zones peut avoir de graves conséquences sur la sécurité en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud, et au Moyen-Orient. En Europe et aux États-Unis d'Amérique, les loups solitaires et les petites cellules continuent de représenter une menace terroriste persistante difficile à détecter, surveiller et contrer. L'environnement en ligne leur offre des conditions propices pour s'auto-radicaliser, se mettre en réseau, s'entraîner et acquérir des armes et des précurseurs d'explosifs. Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport sur les attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commis au nom de la religion ou de convictions (A/77/266), certains États Membres considèrent désormais que ces attentats représentent la menace à la sécurité intérieure qui connaît la croissance la plus rapide, voire la menace la plus grave à laquelle ils doivent faire face : il faudra mener des études supplémentaires pour en déterminer l'ampleur et la nature.

9. Les technologies nouvelles et émergentes offrent des possibilités inégalées d'améliorer le bien-être humain et constituent de nouveaux outils pour lutter contre le terrorisme. Toutefois, les préoccupations et les risques liés à leur utilisation abusive persistent, les nouveautés technologiques se trouvant dans le point de mire des groupes terroristes. Ceux-ci manipulent l'espace numérique, y compris les jeux en ligne et les plateformes adjacentes, pour communiquer, recruter, diffuser de la propagande et planifier des attentats. Ils exploitent également de plus en plus les nouvelles technologies pour financer leurs activités au moyen d'actifs virtuels et de jetons non fongibles. Malgré des efforts renforcés et concertés, la communauté internationale est souvent à la traîne dans ses ripostes. Dans certains cas, celles-ci limitent indûment les droits humains, en particulier le droit à la vie privée et à la liberté d'expression, y compris la liberté de rechercher, recevoir et répandre des informations.

10. Il est inquiétant de constater que nombre des pays les plus touchés par les activités terroristes sont parmi les plus vulnérables aux changements climatiques. Il convient d'approfondir les recherches et les analyses fondées sur des données probantes et adaptées au contexte concernant la corrélation entre changements climatiques et terrorisme ainsi que ses implications en matière de programmation, notamment les incidences diverses de l'évolution sous l'effet du climat sur les femmes et les hommes et leurs voies d'accès à l'extrémisme violent conduisant au terrorisme.

### **III. Progrès réalisés dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies par les entités des Nations Unies et les États Membres**

11. Le présent rapport s'appuie sur les communications reçues de 42 États Membres et de 5 organisations régionales sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, que le Bureau de lutte contre le terrorisme met à la disposition de tout État Membre qui en fait la demande. Le rapport a également été alimenté par les contributions reçues de 19 entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme et de 23 organisations de la société civile sur les

efforts qu'elles ont déployés à l'appui de la Stratégie et leurs suggestions pour sa mise en œuvre future (voir annexe I).

#### **A. Pilier I : mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme**

12. Les entités des Nations Unies ont continué d'aider activement les États Membres à recenser les conditions propices au terrorisme et à s'y attaquer de façon globale, compte tenu des recommandations figurant dans le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent (A/70/674) et en s'appuyant sur les travaux accomplis par l'ONU dans les trois piliers de son action. Un groupe de travail spécialisé du Pacte a continué de coordonner les initiatives des Nations Unies visant à prévenir l'extrémisme violent conduisant au terrorisme. Dans ce cadre, le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) élaborent des orientations à l'intention des spécialistes sur le lien entre la prévention de l'extrémisme violent, les discours haineux et les crimes de haine.

13. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a mené des initiatives de renforcement des capacités en matière de communication stratégique afin de promouvoir la cohésion et la riposte aux crises en Afrique de l'Est et en Asie du Sud-Est. En 2022, par le truchement de son Pôle international des sciences du comportement appliquées à la lutte contre le terrorisme, le Bureau a commencé à élaborer des orientations sur l'incorporation d'outils d'analyse comportementale pour renforcer la résilience des communautés et des individus face à l'extrémisme violent. En 2021, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a promu, en ligne et hors ligne, l'inclusion et la tolérance en diffusant des messages de contre-propagande dans 40 pays.

14. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de l'application systématique des sciences comportementales à l'ensemble de l'aide au développement, le Bureau de lutte contre le terrorisme, par l'intermédiaire du Pôle international des sciences du comportement appliquées à la lutte contre le terrorisme, a organisé des ateliers de sensibilisation à l'intention de représentantes et de représentants d'États Membres, d'organisations internationales et de la société civile d'Afrique, d'Asie centrale, d'Europe, et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le Pôle a également permis de mettre en place un réseau mondial de personnes référentes sur les connaissances comportementales pour mieux aider les États à intégrer les sciences comportementales dans leurs programmes de prévention de l'extrémisme violent.

15. Le PNUD a aidé 20 pays à élaborer des plans d'action nationaux sur la prévention de l'extrémisme violent. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a fourni un soutien analogue à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et a établi un guide de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour les plans d'action nationaux et régionaux.

16. Le PNUD a appuyé la création de 27 groupes consultatifs à travers l'Asie centrale, permettant aux gouvernements, à la société civile et aux acteurs locaux de détecter conjointement les conditions propices au terrorisme et de s'y attaquer. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en œuvre, notamment en Bosnie-Herzégovine, au Ghana, en Iraq, au Mozambique, au Niger et au Pakistan, des projets destinés à renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés face à l'extrémisme violent et associant les jeunes, la société civile et les populations locales. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a facilité la création et la mise en service de réseaux régionaux de spécialistes de la prévention de l'extrémisme violent en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, afin de renforcer la mise en commun des bonnes pratiques.

17. Appliquant sa méthode de transmission entre pairs, le Bureau de lutte contre le terrorisme a permis à plus de 880 jeunes d’Afrique, d’Asie, d’Europe et d’Océanie de contribuer à des initiatives de prévention de l’extrémisme violent. Le Bureau a continué de promouvoir le dialogue mondial et régional entre dirigeants et décideurs de mouvements de jeunes sur le rôle du sport dans la prévention de l’extrémisme violent. Le PNUD a fait progresser l’autonomisation des jeunes dans le cadre d’efforts de prévention déployés dans 15 pays. En Indonésie, en Iraq et au Nigéria, l’ONU DC a collaboré avec les jeunes pour empêcher que des enfants ne soient enrôlés par des groupes terroristes et pour contribuer à leur réadaptation et à leur réintégration effectives.

18. Le PNUD a intégré les questions liées à la santé mentale et au soutien psychosocial dans l’élaboration des programmes de prévention de l’extrémisme violent menés dans 15 pays. L’OIM a fait de même en Bosnie-Herzégovine et au Maroc. Le PNUD a dressé une liste de 115 experts de la santé mentale et du soutien psychosocial pouvant être déployés à l’échelle nationale, selon les besoins, à travers le monde.

## **B. Pilier II : mesures visant à prévenir et combattre le terrorisme**

19. En 2022, dans le cadre du groupe de travail sur la gestion des frontières et l’application de la loi dans la lutte contre le terrorisme du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme du Bureau de lutte contre le terrorisme et l’Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement ont procédé au lancement de directives techniques destinées à faciliter l’application de la résolution 2370 (2017) du Conseil de sécurité et les normes internationales et bonnes pratiques y relatives, afin d’empêcher les terroristes d’acquérir des armes. Ces entités ont organisé des ateliers régionaux de sensibilisation dans des pays d’Europe, au Sahel et au Maghreb.

20. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont renforcé les capacités des États d’Asie centrale de prévenir, détecter et réprimer le trafic d’armes légères et de petit calibre et leur fourniture illicite à des terroristes. En outre, le Centre a formé plus de 6 000 fonctionnaires à la prévention et à l’élimination du terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire et à la prévention de la fourniture d’armes légères et de petit calibre à des terroristes.

21. L’Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement a aidé la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest à élaborer une approche et une stratégie sous-régionales de lutte contre la prolifération des engins explosifs improvisés et de leurs composants. L’ONU DC a formé 410 agents de la justice pénale de 61 États et de 10 organisations internationales ou non gouvernementales à la mise en œuvre effective du cadre juridique international de lutte contre le terrorisme pour ce qui touche au terrorisme nucléaire.

22. Dans le cadre du Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes, le Bureau de lutte contre le terrorisme, conjointement avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l’ONU DC, l’Organisation de l’aviation civile internationale, le Bureau de l’informatique et des communications, l’Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et l’OIM, a renforcé dans 59 pays la capacité de prévenir et de détecter les voyages internationaux effectués par des terroristes et d’enquêter en la matière, dans le respect des droits humains, en organisant 14 formations sur les renseignements préalables concernant les voyageurs et les dossiers passagers, en créant 3 services d’information sur les

passagers et en déployant la solution logicielle goTravel. Le logiciel est pleinement opérationnel en Norvège et au Botswana et en phase de préproduction dans 24 États Membres. Le soutien au titre du Programme s'est étendu au-delà des déplacements aériens pour inclure une formation devant permettre aux États de recueillir et d'analyser les données relatives aux passagers maritimes afin d'assurer une gestion complète des frontières.

23. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a élaboré un portefeuille de formation de 12 cours destiné à renforcer les capacités des centres de centralisation du renseignement et de lutte contre le terrorisme et à améliorer leurs mécanismes de coordination. Depuis décembre 2021, plus de 1 150 fonctionnaires nationaux ont été formés.

24. En 2021, le Bureau de lutte contre le terrorisme a lancé de nouveaux programmes sur les systèmes de drones aériens télécommandés et autonomes afin d'aider les États Membres à faire face à la menace que représentent les drones, les systèmes d'aéronefs non habités et les systèmes de drones aériens télécommandés et autonomes, ainsi que sur les modèles d'évaluation des menaces pour la sûreté de l'aviation, pour renforcer la coopération interinstitutions nationale et l'échange d'informations en vue de prévenir et de combattre le terrorisme aérien. En 2022, le Bureau et l'Union européenne ont lancé un mécanisme conjoint de lutte contre le terrorisme mondial, nouvelle modalité d'assistance technique qui offrira aux États un soutien rapide et souple en matière de renforcement des capacités pour détecter, prévenir et contrer les menaces terroristes, y répondre et enquêter à leur sujet.

25. Au Tadjikistan, le Bureau de lutte contre le terrorisme a organisé en 2022 une conférence internationale de haut niveau sur la coopération internationale et régionale en matière de sécurité et de gestion des frontières pour lutter contre le terrorisme et empêcher les mouvements de terroristes, qui a attiré plus de 700 participantes et participants réunis pour examiner les défis d'ordre pratique, notamment les lacunes en matière de capacités. Le Bureau a aidé les États Membres à intégrer des éléments de lutte antiterroriste dans leurs stratégies relatives à la sécurité aux frontières. L'ONUSC a organisé des formations destinées aux États sur l'identification et l'interception des combattants terroristes étrangers tentant de traverser les frontières internationales et a lancé une nouvelle initiative de sécurité frontalière pour l'Asie centrale.

26. Le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, au sein du groupe de travail sur les nouvelles menaces et la protection des infrastructures critiques du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, et en concertation avec INTERPOL, ont révisé le Recueil des bonnes pratiques en matière de protection des infrastructures critiques contre les attaques terroristes, élaboré en 2018, et établi cinq modules thématiques sur la sûreté et la sécurité des cibles non protégées.

27. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a aidé 35 États Membres à réagir plus efficacement aux défis et aux possibilités découlant des technologies de l'information et des communications. En 2022, le Bureau, INTERPOL et l'Union européenne ont lancé une initiative portant sur les technologies antiterroristes destinée à aider les services de police et de justice pénale à lutter contre l'utilisation abusive des nouvelles technologies par les terroristes et à tirer parti de ces technologies pour lutter contre le terrorisme. La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a organisé six séances techniques et une table ronde de la société civile préalablement à la réunion spéciale du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, en 2022, qui a donné lieu à l'adoption de la Déclaration de Delhi sur la lutte contre l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes à des fins terroristes.

28. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, en consultation avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'ONUUDC, INTERPOL et le Bureau de l'informatique et des communications, a continué de renforcer les capacités en matière de lutte contre le financement du terrorisme, redoublant d'efforts dans ce domaine en Asie centrale et auprès des organismes régionaux de type GAFI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le Programme met au point, en concertation avec les États Membres et les parties prenantes de la société civile, la solution technologique de pointe « goFintel » pour les cellules de renseignement financier, l'accent étant mis sur l'intégration d'une approche fondée sur les risques et le devoir de précaution en matière de droits humains dans un environnement difficile caractérisé par des flux financiers plus importants, de nouveaux systèmes de paiement, la présence d'actifs virtuels et le dark Web.

29. L'ONUUDC a lancé un pôle de preuves électroniques, mis au point un module de formation des formateurs sur les demandes transfrontières de preuves électroniques et actualisé le guide pratique consacré à cette question. L'ONUUDC a également lancé le cadre de protection des données, conjointement avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

### **C. Pilier III : mesures destinées à étoffer les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme et à renforcer le rôle joué en ce sens par l'Organisation des Nations Unies**

30. En 2021, au sein du groupe de travail du Pacte mondial sur la mobilisation des ressources, le suivi et l'évaluation, l'ONUUDC, le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ont mené à bien une méta-synthèse conjointe à l'échelle du système de 118 rapports d'évaluation et de contrôle. La méta-synthèse a permis de recommander qu'il soit procédé à une évaluation indépendante de la mise en œuvre de la Stratégie afin de renforcer la responsabilisation des entités du Pacte.

31. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale ont facilité la mise à jour du plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie en Asie centrale. Les États d'Asie centrale ont approuvé le plan d'action conjoint actualisé lors d'une conférence internationale de haut niveau organisée, en mars 2022, par le Gouvernement ouzbek, le Bureau de lutte contre le terrorisme, le Centre régional et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et le Centre régional ont lancé le réseau d'alerte rapide concernant le terrorisme en Asie centrale afin de faire face aux menaces terroristes survenant dans la région dans le contexte des problèmes de sécurité observés en Afghanistan.

32. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a continué de fournir une aide au renforcement des capacités en matière de poursuites, de réadaptation et de réintégration, en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'ONUUDC. Ces entités mettent la dernière main à un recueil d'approches, de politiques et de pratiques sur la question mises en œuvre dans 29 États Membres.

33. Le Bureau de lutte contre le terrorisme et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont coordonné l'aide provenant de 13 entités des Nations Unies au titre du cadre global pour l'appui des Nations Unies au rapatriement des nationaux de pays tiers depuis la République arabe syrienne et l'Iraq, lancé en 2021 et mis en œuvre en Iraq, au Kazakhstan, aux Maldives, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. En

Iraq et aux Maldives, des exercices conjoints de cadrage ont été réalisés, sous les auspices des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

34. L'ONUDC a formé plus de 4 500 agents des systèmes de justice pénale et des services de répression dans plus de 70 pays aux techniques d'enquête, de poursuite et de jugement des infractions terroristes, y compris celles commises par des combattants terroristes étrangers et des personnes rapatriées. Les capacités ont également été renforcées dans l'utilisation des éléments de preuve prélevés sur le champ de bataille et des informations et des preuves électroniques, et dans l'étude des liens entre terrorisme et criminalité organisée.

35. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD) a achevé quatre dossiers relatifs à des crimes internationaux commis par Daech en Iraq et a offert un encadrement pratique aux juges et aux enquêteurs iraqiens pour la constitution de dossiers aux fins des poursuites contre les membres de Daech. L'UNITAD a aidé plus de 10 États Membres à enquêter sur des crimes internationaux commis par Daech et à en poursuivre les auteurs.

36. Un groupe de travail spécialisé du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme a coordonné le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme. À cet égard, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a appuyé le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ainsi que le Conseil des ministres de l'intérieur arabes, qui a adopté la Stratégie régionale arabe de lutte antiterroriste en 2022. L'ONUDC a fourni une assistance au Mozambique, au Sénégal et au Togo et a contribué à la mise à jour de la Stratégie et du Plan d'action régionaux de lutte contre le terrorisme de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

#### **D. Pilier IV : mesures garantissant le respect des droits humains et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste**

37. Le groupe de travail sur la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit dans le contexte de la lutte antiterroriste et de l'appui apporté aux victimes du terrorisme, qui relève du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, a publié un guide de référence sur les droits de l'homme fondamentaux, où il énonce des principes portant sur l'interdiction d'organisations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Pour sensibiliser à ces principes, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a établi et publié une infographie dans un format facile à lire. Le Bureau de lutte contre le terrorisme et le Haut-Commissariat ont établi un projet mondial visant à renforcer, dans six pays d'Afrique et du Moyen-Orient, les capacités des responsables de l'application des lois s'agissant de mener des interventions antiterroristes respectueuses des droits humains.

38. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a présenté à l'Assemblée générale des rapports thématiques sur le renforcement des capacités et l'assistance technique ([A/76/261](#)) et sur l'impact de la lutte antiterroriste sur le rétablissement, la consolidation et la pérennisation de la paix ainsi que sur la prévention et le règlement des conflits ([A/77/345](#)) ; elle a également présenté au Conseil des droits de l'homme un rapport de suivi de l'étude conjointe sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ([A/HRC/49/45](#)). En 2022, la Rapporteuse spéciale a lancé une étude mondiale sur l'incidence des mesures de lutte antiterroriste sur la société civile et l'espace civique



et a mené la première consultation régionale au titre du mandat avec des représentants de la société civile d’Afrique occidentale, centrale et orientale.

39. L’UNODC, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme et l’Équipe d’experts de l’état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, a plaidé pour le respect des droits humains et la prise en compte des questions de genre et des droits des femmes au Nigéria, y compris la mise en œuvre du principe de responsabilité pour les actes de violence sexuelle et sexiste commis par Boko Haram.

40. L’ONUDC a publié un programme de formation sur la lutte antiterroriste dans le contexte du droit international et un manuel de formation destiné aux agents des forces de l’ordre au Nigéria sur les interrogatoires, le droit de garder le silence et l’interdiction de la torture. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets, en partenariat avec le Haut-Commissariat aux droits de l’homme et l’UNICEF, ont lancé un cours d’apprentissage en ligne sur les droits humains, l’état de droit et la lutte antiterroriste à l’intention des responsables de l’application des lois d’Asie centrale, qui est disponible sur la plateforme Connect and Learn du Bureau de lutte contre le terrorisme. La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a analysé, dans un rapport publié en 2022, la corrélation entre les cadres antiterroristes et le droit international humanitaire.

41. En 2022, le Bureau de lutte contre le terrorisme a créé la Section des droits humains et des questions de genre chargée de fournir un appui technique pour l’ensemble des fonctions de politique, de coordination et de programme du Bureau, les superviser et assurer un contrôle de la qualité en la matière. Le Bureau a lancé le Programme mondial des droits humains dans le but de renforcer l’efficacité de la mise en œuvre du pilier IV de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, du Plan d’action pour la prévention de l’extrémisme violent et de l’appel à l’action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général. Le Bureau a adopté une politique et un plan d’action relatifs à la prise en compte des questions de genre et met la dernière main au Programme mondial sur la question visant à aider les États Membres à aligner leurs efforts de prévention et d’élimination du terrorisme et de l’extrémisme violent sur les exigences liées à la prise en compte des questions de genre figurant dans la Stratégie, les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité et le cadre juridique international.

42. Conformément à sa stratégie visant à favoriser la collaboration avec la société civile, le Bureau de lutte contre le terrorisme a organisé régulièrement des tables rondes avec des représentantes et représentants de la société civile et a accru leur participation aux conférences de haut niveau. Le Bureau et le Gouvernement espagnol ont coorganisé, en mai 2022, la première Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme afin d’examiner la manière de prendre effectivement en compte les droits humains, l’égalité des genres et l’état de droit dans l’action menée à l’échelle internationale pour lutter contre le terrorisme et l’extrémisme violent. Dans le document final de la Conférence (voir annexe V), celle-ci est qualifiée d’avancée dans la mise en œuvre des dispositions figurant dans la résolution 75/291 de l’Assemblée générale sur la question. Préalablement à la Conférence s’est tenu un atelier de la société civile organisé par le Gouvernement espagnol et par la Rapporteuse spéciale.

43. En 2022, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, l’ONUDC et l’Union interparlementaire ont lancé les dispositions législatives types visant à répondre aux besoins des victimes du terrorisme et à protéger leurs droits.

Outre les commémorations de la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme, le Bureau de lutte contre le terrorisme a organisé, en septembre 2022, le premier Congrès mondial des victimes du terrorisme, qui a réuni plus de 400 participantes et participants, dont 113 victimes du terrorisme et personnes représentant des associations de victimes.

44. En 2021, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a continué de sensibiliser aux résultats de la consultation numérique mondiale menée par le groupe de travail du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme sur l'adoption d'une démarche tenant compte des questions de genre dans la prévention et la répression du terrorisme. Le groupe de travail a organisé en Ouzbékistan un atelier sur les processus de poursuite, de réadaptation et de réintégration tenant compte des questions de genre.

45. L'ONUDC a fourni à plus de 450 fonctionnaires de 25 pays une assistance au renforcement des capacités sur les dimensions de genre dans les mesures de justice pénale visant à lutter contre le terrorisme, y compris contre les violences sexuelles et fondées sur le genre commises par les groupes terroristes, et sur la promotion du rôle des femmes s'agissant de prévenir et de contrer le terrorisme. En Iraq, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Nigéria, en Ouganda, au Tadjikistan et en Tunisie ainsi qu'en Afrique de l'Ouest, l'ONUDC a facilité la gestion des détenus extrémistes violents conformément à l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (les Règles Nelson Mandela)<sup>1</sup>, fournissant une assistance en matière de capacités et de réglementation sur le renseignement pénitentiaire et sur l'évaluation et la classification des détenus.

## **E. Apporter aux États Membres l'appui cohérent et coordonné des Nations Unies**

46. Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme demeure l'un des plus vastes cadres de coordination des Nations Unies, comptant 45 signataires, y compris des entités extérieures au système des Nations Unies. Le Pacte bénéficie du soutien des États Membres, de la reconnaissance croissante des partenaires internationaux et de l'engagement soutenu des entités qui en relèvent. Il a continué à servir de vecteur essentiel de cohérence et de coordination en vue de l'adoption d'une démarche intégrée des Nations Unies dans la lutte antiterroriste.

47. Les 8 groupes de travail du Pacte ont tenu plus de 75 réunions, renforcé leur présence auprès des États Membres et des entités des Nations Unies sur le terrain et redoublé d'efforts en vue de la prise en compte des droits humains et des questions de genre. Le Pacte a maintenu son partenariat avec le Forum mondial de lutte contre le terrorisme dans le cadre de réunions de coordination et d'initiatives conjointes, et a contribué à la vision stratégique du Forum pour la prochaine décennie, qui fait du renforcement de la coopération avec les Nations Unies une priorité.

48. La Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme a continué de servir de guichet unique à plus de 900 personnes référentes provenant des entités du Pacte, de 136 États Membres et de 12 organisations régionales pour la collaboration et la diffusion d'informations. Les recommandations formulées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme en matière d'assistance technique sont accessibles aux entités des Nations Unies sur la Plateforme, conformément aux résolutions [2395 \(2017\)](#) et [2617 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité.

<sup>1</sup> Résolution [70/175](#) de l'Assemblée générale.

49. Grâce à l'appel pluriannuel de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme lancé en 2021, les entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme ont adopté une approche coordonnée en vue de mobiliser des ressources et d'obtenir un financement durable et prévisible. L'appel couvrait 52 projets mondiaux, régionaux et nationaux de 12 entités et portait sur un montant total de 179 millions de dollars demandé pour les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

50. Le Bureau de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont réalisé des progrès considérables dans le renforcement de leur partenariat, notamment dans le cadre d'initiatives à l'échelle des Nations Unies. Conformément à la résolution 2617 (2021) du Conseil de sécurité, ils ont défini des mesures concrètes devant leur permettre de mieux coopérer et de renforcer l'utilisation et l'intégration des recommandations et analyses de la Direction exécutive dans la conception des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités pour l'ensemble du Pacte.

51. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a redoublé d'efforts pour offrir aux États Membres une transparence totale en ce qui concerne ses travaux et programmes, notamment dans le cadre de réunions d'information trimestrielles et à l'occasion du premier forum annuel des bénéficiaires de l'assistance technique, organisé en coopération avec le Gouvernement qatarien en 2022. En ce qui concerne le paragraphe 87 de la résolution 75/291 de l'Assemblée générale, il convient de noter qu'une étude sur les mécanismes à adopter pour le versement de subventions et de paiements aux partenaires d'exécution du Bureau de lutte contre le terrorisme est toujours en cours.

52. En application du paragraphe 93 de la résolution 75/291 de l'Assemblée générale, le Bureau de lutte contre le terrorisme a entrepris, en coopération avec les entités compétentes du Pacte et les États Membres, une évaluation des méthodes et outils relatifs à un cadre de résultats destiné à assurer la mise en œuvre intégrale, équilibrée et intégrée de la Stratégie par les entités relevant de l'Assemblée. L'évaluation (voir annexe III) a permis de détecter les mécanismes de suivi et d'évaluation mis en œuvre par ces entités du Pacte et de mettre en lumière les avantages et les considérations supplémentaires en lien avec la mise en œuvre d'un cadre de résultats, y compris la nécessité d'adopter une approche inclusive et consultative. L'évaluation a été l'occasion de proposer la mise au point d'une feuille de route et d'une méthode de travail, compte tenu de considérations liées à l'égalité des genres, aux droits humains et à l'état de droit, comme première étape vers un cadre de résultats global pour la Stratégie.

## **F. Renforcer l'assistance intégrée et coordonnée sur le terrain**

53. Afin d'apporter une assistance intégrée et coordonnée sur le terrain, et pour travailler en étroite coordination avec les entités des Nations Unies présentes aux niveaux national et régional, le Comité de coordination du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme a adopté, dans le cadre de son programme de travail, des mesures concrètes destinées à renforcer la coordination régionale entre les entités du Pacte et leurs effets sur le terrain. Outre son bureau de programme en Hongrie et le Pôle international des sciences du comportement appliquées à la lutte contre le terrorisme au Qatar, le Bureau de lutte contre le terrorisme a mis en place de nouveaux bureaux de programme en Espagne, au Kenya et au Maroc et a renforcé sa présence au Qatar pour se concentrer sur l'action parlementaire. Ces bureaux ont facilité la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités de manière à les rendre plus proches de leurs destinataires et plus adaptés au contexte, en coordination accrue,

tant dans les pays que dans les régions, en démultipliant leur impact et leur rentabilité et en resserrant la coopération avec les partenaires locaux, nationaux et régionaux.

#### **IV. Renforcer les ripostes internationales pour faire face à la menace du terrorisme**

54. L'Organisation des Nations Unies a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies depuis que celle-ci a été adoptée, en 2006. Pour l'avenir, de nouveaux efforts seront nécessaires afin de soutenir notre détermination collective à faire face à la nature multidimensionnelle du terrorisme.

##### **A. Renforcer les ripostes multilatérales au terrorisme**

55. Dans son rapport intitulé « Notre Programme commun », le Secrétaire général a présenté une vision d'un système multilatéral plus solide, plus inclusif, fonctionnant davantage en réseaux, et dont le socle serait le système des Nations Unies. Il y a proposé de travailler à un nouvel agenda pour la paix, axé sur la réduction des risques stratégiques, dont le terrorisme.

56. Un multilatéralisme revigoré est indispensable si l'on veut relever en commun, avec plus d'efficacité, les défis interdépendants auxquels le monde d'aujourd'hui doit faire face, notamment le terrorisme, pour garantir la paix, avancer sur le front des objectifs de développement durable et faire respecter les droits humains. Pour ce faire, il importera de mieux appréhender la complexité du terrorisme dans le paysage mondial de la paix et de la sécurité, de créer des passerelles entre les trois piliers de l'action de l'ONU et d'assurer l'efficacité des efforts déployés dans le cadre de la démarche intégrée des Nations Unies pour prévenir et combattre le terrorisme et l'extrémisme violent. La troisième Semaine de la lutte contre le terrorisme, qui sera organisée en juin 2023 par le Bureau de lutte contre le terrorisme en coordination avec le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, constituera une plateforme conçue pour renforcer l'échange de renseignements, la coopération et la coordination à cet effet.

57. Il est urgent que la communauté internationale aide les États Membres à faire face à la menace que représente le terrorisme en Afrique. Pour ce faire, il importe non seulement de renforcer les mesures de sécurité, mais également d'investir dans la prévention et l'amélioration de la résilience. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a resserré sa coopération avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales à cette fin. Il est impératif de renforcer la coopération avec les initiatives régionales, en les appuyant, pour combler les lacunes importantes dans la lutte contre la menace terroriste. Le sommet sur la lutte contre le terrorisme que le Bureau et le Gouvernement nigérian prévoient d'organiser en 2023 permettra de définir des priorités et des actions concrètes pour la mise en commun d'efforts dans la lutte contre le terrorisme en Afrique.

##### **B. Renforcer la résilience face au terrorisme**

58. Le terrorisme ne saurait être efficacement éliminé si l'on ne s'attaque pas aux conditions qui permettent sa propagation, notamment une mauvaise gouvernance et un état de droit affaibli, mais aussi la marginalisation, la discrimination, l'injustice, les conflits et les violations des droits humains. Il est d'autant plus important, dans un contexte de polarisation, d'intolérance et de méfiance accrues, d'investir

stratégiquement dans la prévention, dans le renforcement de la résilience au terrorisme et dans les stratégies de réadaptation et de réintégration ainsi que dans l'amélioration du respect, de la réalisation et de la protection des droits humains. L'ONU continuera d'aider activement les États Membres à s'attaquer de manière globale aux conditions propices au terrorisme, en mettant l'accent sur la prévention.

59. La prévention de l'extrémisme violent requiert une approche multidimensionnelle, inclusive, fondée sur des données probantes, contextualisée, respectueuse des droits humains et tenant compte des questions de genre. Il s'agit de s'atteler davantage à associer et autonomiser véritablement les acteurs de la société civile en tant que partenaires clés des efforts de prévention consentis à l'échelle de la société, notamment pour faire face à la menace d'attaques terroristes fondées sur la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commises au nom d'une religion ou des convictions. Les acteurs de la société civile, notamment les jeunes, les femmes, les chefs religieux, les victimes et les communautés locales, peuvent apporter un témoignage crédible pour neutraliser la propagande terroriste, soutenir les efforts de réadaptation et de réintégration, et promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux. Ils peuvent aider les autorités nationales à mettre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en phase avec les réalités sur le terrain. Il est essentiel que les États Membres et l'ONU nouent et entretiennent des partenariats transparents, stables et sûrs avec les acteurs de la société civile et associent ces derniers aux efforts de prévention.

### **C. Ancrer l'action antiterroriste dans l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres**

60. Les définitions excessivement larges du terrorisme et des délits connexes dans les législations nationales sont une préoccupation récurrente, aggravée par l'absence fréquente de garanties qui empêchent de faire de ces instruments une application arbitraire ou contraire au droit dans la lutte contre le terrorisme. Ces lois sont non seulement contraires au principe de légalité reconnu par le droit international des droits humains ; elles sont souvent mises en œuvre de manière autoritaire, ce qui entraîne l'application de mesures antiterroristes inefficaces et contreproductives.

61. Dans certains contextes, les lois et mesures antiterroristes sont régulièrement détournées pour accuser des acteurs de la société civile, y compris des défenseuses et défenseurs des droits humains, de terrorisme, et pour les poursuivre à ce titre, dans le but d'entraver leur travail. Dans d'autres cas, des mesures antiterroristes sont mises en place pour empêcher la société civile d'obtenir des financements et pour multiplier au-delà du raisonnable les exigences en matière d'obligation de signalement. Les représailles subies par des défenseuses et défenseurs des droits humains et la stigmatisation dont font l'objet des acteurs de la société civile pour avoir coopéré avec des organismes des Nations Unies sont d'autant plus préoccupantes qu'elles s'opèrent souvent à la faveur d'un recours abusif aux lois antiterroristes. Les organisations de défense des droits des femmes et les défenseuses et défenseurs des droits humains sont particulièrement touchés par ces pratiques.

62. S'il est encourageant de constater que la participation et le leadership pleins, égaux et effectifs des femmes dans la lutte contre le terrorisme sont considérés comme essentiels, il faut en faire davantage pour traduire cette reconnaissance dans la réalité. Il est impératif que les mesures adoptées pour prévenir et contrer le terrorisme et l'extrémisme violent intègrent pleinement une analyse des questions de genre spécifique et contextualisée, notamment sur les rôles des hommes, les questions de masculinité et les inégalités structurelles de genre et les stéréotypes dans les processus de radicalisation, de mobilisation et de recrutement.

63. L'ONU a pris de nouvelles mesures pour promouvoir et soutenir la participation de la société civile à ses initiatives de lutte contre le terrorisme. La Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme, qui s'est tenue à Malaga (Espagne) en 2022, est un exemple de participation renforcée de la société civile à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des initiatives antiterroristes des Nations Unies, qui pourrait être développé et étudié plus avant à l'avenir.

64. Il est urgent de mettre à nouveau l'accent sur la mise en œuvre effective du pilier IV et d'intégrer pleinement les droits humains et l'égalité des genres dans tous les piliers de la Stratégie, en tant que priorités transversales. Les progrès à cet égard ne peuvent être réalisés que moyennant une forte volonté politique des États Membres et des ressources adéquates.

65. En application du paragraphe 86 de la résolution 75/291 de l'Assemblée générale, une évaluation a été menée de la nécessité de mieux intégrer l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres, en tant qu'éléments transversaux de la Stratégie, dans l'action de lutte contre le terrorisme menée par le système des Nations Unies afin d'en renforcer l'efficacité, y compris les besoins en matière de moyens consultatifs ou de capacités de suivi et d'évaluation à cet égard (voir annexe II). L'évaluation a démontré que de nombreuses entités avaient adopté des politiques et des processus pour intégrer les considérations applicables en matière d'état de droit, de droits humains et d'égalité des genres et s'acquitter du devoir de précaution dans leurs initiatives de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, conformément aux règles du droit international et aux normes internationales ainsi qu'aux politiques et orientations pertinentes à l'échelle du système.

66. Néanmoins, l'évaluation a mis en évidence la nécessité de déployer des efforts supplémentaires pour mettre au point des orientations et des capacités internes afin d'intégrer efficacement l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités pertinentes et de garantir la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. L'évaluation a également permis de souligner que l'intégration significative d'indicateurs relatifs aux droits humains dans les dispositifs d'application du principe de responsabilité existants aide à prendre la mesure d'un appui cohérent, constant et continu aux fins d'une action positive en faveur des droits humains et de l'égalité des genres, conformément à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général. L'évaluation a en outre permis de souligner la nécessité pour le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme et ses groupes de travail de redoubler d'efforts pour intégrer les droits humains et l'égalité des genres dans leurs activités et de renforcer la collaboration et la coordination en vue de fournir des orientations à l'échelle du Pacte sur l'intégration significative des droits humains, de l'état de droit et de l'égalité des genres en tant que composantes transversales de la Stratégie.

#### **D. Renforcer l'appui apporté aux victimes du terrorisme**

67. La communauté internationale doit non seulement maintenir l'élan international en faveur des personnes victimes ou survivantes du terrorisme, mais aussi le transformer en action. Si des progrès considérables ont été faits en la matière, il demeure urgent de mettre en place des plans d'assistance nationaux complets et tenant compte des questions de genre pour répondre aux besoins à court et à long terme des personnes victimes ou survivantes du terrorisme et de leurs familles et pour faire respecter leurs droits. Il faut en faire davantage pour garantir une approche fondée sur

les droits humains, notamment l'accès à la justice pour les victimes. La promotion de la cause des victimes doit rester au cœur des efforts déployés par les Nations Unies et les États Membres pour lutter contre le terrorisme et favoriser la coopération internationale, sur la base de la feuille de route définie lors du Congrès mondial des victimes du terrorisme.

68. Si la violence sexuelle continue d'être utilisée comme tactique terroriste, y compris dans les régions touchées par des conflits, le taux d'impunité pour les crimes de ce type demeure effroyablement élevé. Il faut en faire plus pour traduire les auteurs de tels actes en justice et pour apporter un soutien global aux personnes victimes ou survivantes de violences sexuelles commises par des groupes terroristes, y compris aux enfants nés de violences sexuelles. Les victimes de violences sexuelles courent des risques graves – stigmatisation au sein de leur communauté, revictimisation et répercussions à long terme sur leur santé et leur bien-être psychosocial – qui entravent leur réintégration sociale et économique. Pour relever ces défis, il est essentiel de mettre en place, au sein des communautés, des services tenant compte des questions de genre.

## **E. Favoriser une action humanitaire fondée sur des principes**

69. Des mesures antiterroristes à trop large portée et mal appliquées ne permettent pas de mener une action humanitaire impartiale. Dans les contextes où des groupes terroristes désignés sont actifs, y compris dans des situations de conflit armé non international, l'acheminement de l'aide humanitaire a parfois été gravement entravé par différents facteurs, notamment par des conditions de financement restrictives imposées par les États Membres et les bailleurs de fonds, par un accès limité aux populations dans le besoin et par des pratiques excessives de réduction des risques mises en œuvre par le secteur bancaire. Les effets délétères de ces mesures ont parfois mis à mal la capacité des organisations humanitaires d'agir conformément aux principes humanitaires, compromis leur acceptation par la communauté et entravé l'accès de l'aide aux populations civiles dans le besoin, et ce précisément là où le droit international humanitaire la prévoit. Les travailleurs humanitaires et le personnel médical ont fait l'objet de menaces et d'attaques accrues de la part de groupes terroristes.

70. Ces dernières années, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont tenté de mieux aligner les mesures de lutte antiterroriste, notamment la Stratégie, sur le cadre du droit humanitaire international. Dans sa résolution 2664 (2022), le Conseil a instauré une dérogation humanitaire de deux ans aux mesures de gel des avoirs imposées par le Conseil et ses comités des sanctions, notamment aux régimes de sanctions du Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech) et Al-Qaida. La résolution 2664 (2022) faisait suite aux dérogations humanitaires accordées par le Conseil dans le cadre du régime de sanctions visant les Taliban. À l'échelle nationale, plusieurs États Membres ont exclu les activités humanitaires impartiales du champ d'application de leurs sanctions et mesures antiterroristes. Bien que certains aient adopté des licences et des dérogations au cas par cas, cette approche n'est souvent pas pertinente pour des raisons pratiques, opérationnelles et juridiques. Les participantes et participants à la Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme ont souligné la nécessité de prévoir des exemptions humanitaires cohérentes et durables dans tous les contextes.

## **F. Se montrer à la hauteur des problèmes que créent les nouvelles technologies et des perspectives qu'elles ouvrent**

71. Exploitées de manière responsable, dans le respect de l'état de droit et des droits humains, les nouvelles technologies offrent d'immenses possibilités dans la lutte antiterroriste. Parallèlement, les États Membres ont dit craindre de plus en plus l'utilisation criminelle faite par des groupes terroristes des technologies de l'information et des communications, notamment l'Internet, les réseaux sociaux et les espaces en ligne connexes tels que les plateformes de jeux, pour diffuser de la désinformation, de la mésinformation et de la propagande, ainsi que pour inciter à la haine et à la violence, constituer des réseaux, recruter, entraîner de nouveaux adhérents, financer des activités et se procurer des armes. Les groupes terroristes et leurs sympathisants ont utilisé ces technologies pour coordonner et planifier des attentats, y compris des cyberattaques. Ils ont migré vers le dark Web et les petites plateformes de médias sociaux, où la surveillance et le risque de suppression de contenus terroristes sont moindres, et ont démontré leur capacité d'utiliser des technologies désormais courantes, telles que les systèmes de cryptage de bout en bout, les réseaux privés virtuels, les systèmes d'archivage de contenus en nuage et les plateformes de jeux en ligne, pour poursuivre leurs activités.

72. Le prix raisonnable, la disponibilité commerciale et la convivialité des systèmes de drones de pointe difficiles à suivre ont conduit à une utilisation accrue de ces technologies par les groupes terroristes. Au cours de l'année écoulée, Daech a utilisé davantage les systèmes de drones pour attaquer des cibles, en se servant de sociétés écrans pour acquérir ces systèmes, qu'il a ensuite convertis pour un usage létal. De même, les avancées dans les domaines de l'apprentissage automatique, des télécommunications 5G, de la robotique, de l'intelligence artificielle, des mégadonnées, des filtres algorithmiques, de la biotechnologie et des voitures à conduite autonome pourraient être détournées par les terroristes pour étendre la portée et la létalité de leurs attaques, une fois que ces technologies seront plus répandues et accessibles.

73. Les efforts déployés par les États pour lutter contre l'utilisation abusive des nouvelles technologies par les terroristes suscitent des inquiétudes quant aux effets néfastes que ces mêmes efforts peuvent avoir sur le droit à la vie privée, à la protection des données, à un procès équitable, à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté de religion ou de conviction, et à la non-discrimination. Il est indispensable pour les États Membres et aussi pour l'ONU, dans le cadre de ses programmes, que soient menées des études d'impact régulières et complètes sur les droits humains pour la mise au point, l'achat, le déploiement et le transfert d'outils technologiques à des fins de lutte antiterroriste. Sans les garanties de rigueur, la suppression et la modération des contenus risquent de limiter indûment le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de rechercher et de recevoir des informations. Le blocage d'Internet ayant souvent des effets indiscriminés et généralisés, il n'est admissible que s'il respecte pleinement les règles du droit international des droits humains<sup>2</sup>. Le recours à la surveillance de masse ou à l'interception en bloc des communications fait craindre pour le droit à la vie privée, risquant notamment d'instaurer une discrimination fondée sur l'appartenance raciale, ethnique et religieuse et sur les opinions politiques<sup>3</sup>. Il convient donc de s'atteler en priorité à améliorer la transparence et le contrôle des mesures prises tant par les États Membres que par les prestataires de services privés.

<sup>2</sup> Voir [A/HRC/50/55](#), par. 13, et [CCPR/C/GC/34](#), par. 43.

<sup>3</sup> Voir [A/HRC/50/49](#), par. 25.



## **G. Lutter contre le financement du terrorisme et sa corrélation avec la criminalité organisée**

74. La lutte contre le financement du terrorisme demeure une des grandes priorités des États Membres et de l'ONU. Les groupes terroristes continuent de générer des fonds pour leurs activités par des moyens licites ou illicites, notamment l'utilisation à des fins illégales d'entreprises légitimes et d'organisations à but non lucratif, les dons, le financement participatif et le produit des activités criminelles, en particulier l'extorsion, l'enlèvement, le trafic et le commerce illicite. Innovant, ils se servent de nouveaux moyens financiers et exploitent les plateformes de jeux en ligne pour lever des fonds via des actifs virtuels et des jetons non fongibles. Les médias sociaux et d'autres technologies continuent de jouer un rôle évolutif en tant que plateformes de financement du terrorisme, y compris les communications cryptées et le dark Web.

75. Les groupes terroristes tirent des revenus réguliers de l'exploitation, du commerce et du trafic de ressources naturelles, notamment le pétrole, le gaz naturel, le charbon de bois, l'or et les métaux nobles ainsi que la faune et la flore sauvages. Cette exploitation exacerbe l'instabilité, constitue un facteur aggravant des crises climatiques dans les régions les plus exposées et accroît les rivalités pour l'obtention de ressources naturelles rares, démultipliant ainsi le risque de radicalisation violente, comme le souligne dans une analyse des tendances la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Le commerce illicite et le trafic de biens culturels à des fins terroristes suscitent des préoccupations croissantes en ce qu'ils mettent au jour une nouvelle corrélation entre le financement du terrorisme et la criminalité organisée et montrent à quel point il importe d'y remédier de manière globale.

76. Ces tendances soulignent la nécessité d'un engagement continu et d'une action concertée qui permettent de prévenir et de désorganiser les flux financiers illicites destinés à des fins terroristes. Il faut ainsi adopter des approches fondées sur les preuves et les risques pour évaluer les risques de financement du terrorisme et l'intégration du devoir de précaution en matière de droits humains dans l'ensemble des politiques et mesures et dans la programmation des Nations Unies, afin de faire en sorte que ces efforts soient transparents et appliqués d'une manière respectueuse des droits humains. Les incidences des mesures de lutte contre le financement du terrorisme sur les questions de genre et les droits humains doivent être dûment prises en considération dans les ripostes nationales et internationales.

## **H. Garantir la reddition de comptes ainsi que la réadaptation et réintégration des terroristes présumés, y compris des combattants terroristes étrangers et de leurs familles**

77. Traduire les terroristes en justice est une priorité de longue date pour les États Membres et l'ONU. Il s'agit notamment de faire en sorte que les auteurs de comportements constitutifs de violations flagrantes des droits humains ou d'atteintes à ces droits, ou de violations graves du droit international humanitaire, aient à répondre de leurs actes. L'obligation, pour les coupables, de répondre de leurs actes est essentielle si l'on veut faire respecter les droits des victimes et de leurs familles, rétablir la confiance chez les communautés touchées et, en définitive, contribuer à l'élimination des conditions propices au terrorisme.

78. Les enquêtes et les poursuites pour crimes prétendument commis par des combattants terroristes étrangers rapatriés, de retour ou relocalisés continuent de se heurter à des difficultés, en particulier lorsqu'elles nécessitent la collecte et l'utilisation d'éléments de preuve provenant du champ de bataille. La prévention de la radicalisation conduisant au terrorisme dans les prisons et l'aide à une réadaptation

et à une réintégration globales, respectueuses des droits humains et tenant compte des questions de genre, sont des entreprises complexes pour de nombreux États Membres, dont certains ont des problèmes de surpopulation carcérale et ne disposent que de ressources limitées.

79. Les personnes bloquées ou détenues dans des camps et des centres de détention au nord-est de la République arabe syrienne et en Iraq – en majorité des femmes et des enfants – vivent à ce jour dans des conditions désastreuses et subissent violations des droits humains et atteintes à ces droits, tout en ayant un accès limité à l'aide humanitaire. Le sort des enfants requiert une action urgente visant à atténuer les risques auxquels ils sont exposés dans les camps et à assurer leur rapatriement et leur réintégration, conformément au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et compte tenu de la nécessité de considérer les enfants avant tout comme des victimes.

80. Si de plus en plus d'États Membres ont commencé à rapatrier leurs ressortissants, ce travail demeure limité et lent à porter ses fruits. Les rapatriements ont principalement profité aux enfants, les États considérant que les adultes posent des risques plus élevés pour la sécurité. Il est préoccupant de constater que certains États ont opté pour une déchéance de nationalité, parfois dans le cadre de processus dépourvus de garanties adéquates contre l'arbitraire. Outre les problèmes en termes de droits humains et les préoccupations d'ordre humanitaire qu'elle suscite, cette situation, si elle perdure, représente un grave risque pour la sécurité en ce qu'elle constitue un terreau favorable à la radicalisation conduisant au terrorisme. Il est impératif que les États Membres accélèrent les rapatriements volontaires, conformément au droit international et aux normes internationales et avec le soutien de l'ONU, offert à leur demande, par le truchement du cadre global pour l'appui des Nations Unies au rapatriement des nationaux de pays tiers depuis la République arabe syrienne et l'Iraq.

## V. Observations finales et recommandations

81. Le huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est l'occasion d'appeler une nouvelle fois l'attention de la communauté internationale sur les défis de taille que représente la lutte antiterroriste. À cette fin, un multilatéralisme inclusif et en réseau est plus que jamais nécessaire. Dans un contexte de tensions géopolitiques accrues, il appartient aux États Membres de réaffirmer leur volonté de lutter contre le terrorisme et d'élaborer une feuille de route et une boîte à outils solides pour renforcer la coopération antiterroriste aux niveaux international et régional, conformément au droit international, notamment le droit international des droits humains, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés. Un consensus indéfectible autour de la Stratégie apporterait une fois de plus la preuve que la communauté internationale est unie contre le terrorisme.

82. L'intensification de la menace terroriste en Afrique est particulièrement inquiétante et requiert une attention particulière et une action urgente de la part de la communauté internationale. Le renforcement de la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales et la mise au point de mécanismes panafricains et interrégionaux de lutte antiterroriste devraient faire partie intégrante de l'action visant à faire face à la détérioration des conditions de sécurité sur le continent. À l'occasion de l'examen de la Stratégie, les États Membres pourraient donner un nouvel élan et une nouvelle orientation stratégique à l'action menée pour parer collectivement à la menace terroriste qui plane sur les États Membres d'Afrique. Ils pourraient également examiner les moyens de soutenir les initiatives de renforcement des capacités en Afrique, notamment celles mises en œuvre par les organisations régionales et l'ONU.

83. Les menaces terroristes les plus redoutables surgissant à la faveur de contextes conflictuels, le règlement de ces conflits contribuerait également à drainer les forces des terroristes. Les États Membres devraient être davantage vigilants face aux vulnérabilités et au ressentiment exploités par les terroristes, en particulier dans les situations de conflit. Les approches préventives axées sur la société dans sa globalité demeurent le meilleur outil pour lutter contre le terrorisme. Il convient de promouvoir une participation accrue, cohérente et significative de la société civile et un véritable partenariat avec elle s'agissant d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques et programmes de lutte antiterroriste et de prévention de l'extrémisme violent aux niveaux local, national, régional et international. J'exhorte les États Membres à redoubler d'efforts pour soutenir les programmes sur le développement, les droits humains et l'égalité des genres et pour prôner la justice sociale, l'inclusion et l'égalité des chances, ainsi que pour mettre en place des institutions efficaces et responsables et promouvoir des sociétés ouvertes et résilientes.

84. La nature évolutive de la menace que représente le terrorisme oblige les États Membres à s'adapter constamment aux nouvelles tendances, à appréhender le phénomène en s'appuyant sur des données probantes, à mettre au point des solutions innovantes et à renforcer leurs capacités. J'encourage les États Membres à répondre à la nécessité d'approfondir les recherches et d'obtenir davantage de données pour mieux comprendre la menace que représentent les attaques terroristes fondées sur la xénophobie, le racisme ou d'autres formes d'intolérance ou commises au nom d'une religion ou de convictions, en particulier les éléments transnationaux d'un tel risque, et à continuer de mettre en commun leurs compétences et les pratiques mises en œuvre pour y faire face. En ce qui concerne les risques liés à l'utilisation abusive par des groupes terroristes des technologies de l'information et des communications et des nouvelles technologies, la coopération entre les États Membres, les organisations internationales et régionales, le secteur privé et la société civile reste essentielle.

85. Mettre les droits humains au cœur de la lutte contre le terrorisme est une exigence et un impératif si l'on veut briser le cycle de la radicalisation conduisant au terrorisme. Il convient de redoubler d'efforts pour intégrer des garanties adéquates en matière de droits humains dans l'élaboration, l'application et le suivi de politiques et de mesures antiterroristes fondées sur des données probantes. En aucun cas l'on ne saurait faire de compromis sur les droits humains sous couvert de lutte antiterroriste. J'exhorte les États Membres à envisager des moyens d'évaluer et d'examiner systématiquement et régulièrement les incidences sur les droits humains de leurs interventions antiterroristes afin d'atténuer tout préjudice que celles-ci pourraient occasionner. En outre, les personnes ayant été victimes de violations de leurs droits lors de l'application de mesures visant à prévenir et à contrer le terrorisme et l'extrémisme violent doivent se voir garantir l'accès à la justice et le droit à un recours adéquat et effectif, selon le cas.

86. Un espace civique ouvert et sûr doit être protégé et préservé. Trop souvent, la lutte antiterroriste demeure un prétexte pour restreindre indûment l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales et rétrécir l'espace civique. Il est donc urgent de redoubler d'efforts pour protéger cet espace et mettre en œuvre la Note d'orientation des Nations Unies sur la protection et la promotion de l'espace civique, conformément aux normes et règles internationales en matière de droits humains. En ce qui concerne spécifiquement les activités humanitaires et médicales, les États Membres devraient continuer de s'attaquer aux incidences délétères des sanctions et des mesures antiterroristes, notamment en envisageant des dérogations à long terme, bien conçues et dûment appliquées. Les États Membres sont également encouragés à envisager d'organiser un dialogue entre autorités nationales, secteur privé et acteurs humanitaires, comme il s'en est tenu avec succès dans certains États.

87. Il est extrêmement urgent de remédier à la situation qui s'éternise des personnes suspectées d'avoir des liens avec Daech et d'autres groupes désignés comme terroristes par le Conseil de sécurité ainsi que de leurs familles, détenues dans des camps et autres installations en Iraq et dans le nord-est de la République arabe syrienne. La détresse humanitaire de ces personnes et le drame qu'elles vivent en ce qui concerne leurs droits humains doivent prendre fin. L'atténuation des risques croissants pour la sécurité dans les camps et de leurs incidences potentielles à long terme sur la paix et la sécurité internationales devrait être une priorité. Il est temps que les États Membres redoubtent d'efforts pour accélérer les rapatriements volontaires, en particulier ceux des enfants et des femmes, et pour organiser des poursuites, une réadaptation et une réintégration adaptées, fondées sur les droits humains et qui tiennent compte de l'âge et des questions de genre, le cas échéant.

88. L'ONU continuera de renforcer son aide aux États Membres dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, dans le cadre d'initiatives novatrices au titre de la démarche intégrée des Nations Unies. Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme a permis d'apporter aux États un soutien plus cohérent, coordonné, transparent et multidimensionnel. J'encourage les États Membres à profiter de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme pour renforcer la coordination et accroître l'impact de leurs efforts de lutte contre le terrorisme grâce à un engagement volontariste avec les partenaires du Pacte. Les États Membres étant au premier chef responsables de la mise en œuvre de la Stratégie, je les encourage à aider l'ONU à traduire les options définies en actions afin de renforcer la mise en œuvre équilibrée de la Stratégie, notamment par une volonté politique réaffirmée et des contributions financières à la hauteur des enjeux.

## Annex I

### **List of Member States, United Nations entities and international and regional organizations that provided information on their implementation of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy**

1. The Secretariat received submissions from 42 Member States: Albania, Algeria, Australia, Austria, Azerbaijan, Bahrain, Belgium, China, Colombia, Cuba, Denmark, Egypt, Finland, France, Hungary, India, Italy, Japan, Kazakhstan, Kiribati, Latvia, Malaysia, Mexico, Mongolia, Morocco, Netherlands, Nigeria, Norway, Oman, Pakistan, Poland, Qatar, Republic of Moldova, Republic of Korea, Russian Federation, Saudi Arabia, Spain, Switzerland, Thailand, Türkiye, Ukraine, United States of America.
2. The Secretariat received submissions from 5 international, regional and other organizations: Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia (CICA), European Group on Combating Money Laundering and Financing of Terrorism (EAG), European Union, League of Arab States, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE).
3. The Secretariat received submissions from 19 entities of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact: the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team, the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate, the Department of Peace Operations, the Department of Political and Peacebuilding Affairs, the International Criminal Police Organization, the International Maritime Organization, the International Organization for Migration, the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms while Countering Terrorism, the Office of Counter-Terrorism, the Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict, the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, the United Nations Development Programme, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, the United Nations Institute for Training and Research, United Nations Investigative team to Promote Accountability for Crimes Committed by Da'esh and the United Nations Office on Drugs and Crime.
4. The Secretariat received submissions from 23 civil society organizations working in the field of the prevention of violent extremism, human rights, including the rights of victims of terrorism, youth empowerment, rehabilitation and reintegration. These organizations were from the Western European and other States (12), Africa (10) and Asia and Pacific (1) groups.

## Annex II

### **Supplementary information: assessment pursuant to paragraph 86, resolution 75/291, on the need to further enhance the integration of the rule of law, human rights and gender, as cross-cutting elements of the Global Counter-Terrorism Strategy, in the counter-terrorism efforts of the United Nations system in order to strengthen their effectiveness, including the need for internal advisory or monitoring and evaluation capacity in this regard**

#### I. Introduction

1. In paragraph 86 of resolution 75/291, the General Assembly asked the Secretary-General “to assess the need to further enhance the integration of the rule of law, human rights and gender, as cross-cutting elements of the Global Counter-Terrorism Strategy, in the counter-terrorism efforts of the United Nations system in order to strengthen their effectiveness, including the need for internal advisory or monitoring and evaluation capacity in this regard”, and to report on the Secretary-General’s assessment as part of the report on progress made in the implementation of the Strategy, pursuant to paragraph 118 of the same resolution.

2. To inform the assessment, the Secretariat sought contributions from Member States, international and regional organizations, members of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact, civil society, academia, and other stakeholders. The Secretariat encouraged relevant stakeholders to provide information, among others, on the following: existing institutional policies and practices of United Nations entities to integrate human rights, the rule of law and gender including relevant good practices that may inform the approach of the United Nations system in their counter-terrorism efforts, with focus on the design, implementation and monitoring and evaluation phases of relevant activities as well as in developing and implementing accountability frameworks related to human rights, the rule of law and gender; along with challenges and lessons learned in this area. The Secretariat further encouraged information on the role of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact in ensuring that human rights, the rule of law and gender are duly integrated in the counter-terrorism efforts of the United Nations system.

3. The Secretariat received responses from 41 Member States, five regional organizations, 19 entities of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact as well as 23 civil society organizations to inform the assessment on the implementation of the Global Counter-Terrorism Strategy. Of these, 11 submissions from Member States, seven submissions from Global Counter-Terrorism Coordination Compact entities and six submissions from civil society organizations included inputs specific to paragraph 86. To build on the information received, the Secretariat conducted a dialogue with civil society organizations on 6 December 2022 and initiated all-of-Compact and bilateral follow-ups to complement the information received.

4. The assessment was based on the above-noted inputs and provides a snapshot of: 1) the current integration of the rule of law, human rights and gender, as cross-cutting elements of the Global Counter-Terrorism Strategy, in the counter-terrorism efforts of the United Nations system, including its normative underpinnings; 2) relevant developments within entities of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact in this area; 3) findings with regard to the need to strengthen ways in which human rights, the rule of law and gender are meaningfully built into counter-terrorism activities of the United Nations system. As requested by the General Assembly, the assessment focused on the incorporation of the rule of law, human rights and gender in the counter-terrorism-related activities of the United Nations system. It does not address Member State efforts in this respect.

#### II. The integration of human rights, the rule of law, and gender in the activities of the United Nations system

5. Member States have undertaken commitments under international law, including to respect, protect and fulfil human rights in line with their obligations under international

human rights law. Every Member State has ratified at least one of the nine core human rights treaties, with 80 per cent of States having committed to the implementation of four or more.<sup>4</sup> In line with relevant obligations and the spirit and purpose of international human rights law, efforts aimed at preventing and countering terrorism and violent extremism that may be conducive to terrorism must adopt a comprehensive approach that duly considers the universal, indivisible, interdependent, and interrelated nature of all human rights engaged in this context.

6. In the context of counter-terrorism, both the General Assembly and the Security Council have regularly underscored the need for counter-terrorism measures to comply with international law, including international human rights law, international humanitarian law and international refugee law. They repeatedly emphasized that effective counter-terrorism measures and respect for human rights, fundamental freedoms, and the rule of law are complementary and mutually reinforcing and are an essential part of a successful counter-terrorism effort. This is also reflected through the Global Counter-Terrorism Strategy recognizing measures to ensure respect for human rights for all and the rule of law as the fundamental basis of the fight against terrorism as one of its foundational pillars.

7. Recalling the Security Council's recognition of the differential impact of terrorism and violent extremism on the human rights of women and girls, the General Assembly, in its resolution 75/291, urged Member States and United Nations entities to integrate gender analysis on the drivers of radicalization of women and men to terrorism, to consider, when appropriate, the impact of counter-terrorism strategies on women's human rights and women's organizations and to seek "greater consultations with women and women's organizations when developing strategies to counter terrorism and violent extremism conducive to terrorism".

8. The United Nations was founded with the purpose of "promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms for all, without distinction as to race, sex, language, or religion" (art. 1, Charter of the United Nations). As such, the Organization has a responsibility to ensure that all its activities, including those in support of Member States, promote respect for human rights and related rule of law and gender equality standards.

9. In his Call to Action for Human Rights, the Secretary-General requested that the Organization "ensure that mandate implementation and/or engagement by Resident Coordinators and United Nations Country Teams are informed by a human rights risk and opportunity analysis, including gender specific analysis."<sup>5</sup> Similarly, the United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) stipulated in its Guidance Note on Human Rights for Resident Coordinators and United Nations Country Teams that in "all its operational work, the United Nations Country Team and entire United Nations system must exercise appropriate due diligence to avoid actual or perceived complicity or association with human rights violations and to promote compliance with human rights standards". The system-wide Human Rights Due Diligence Policy on Support for Non-United Nations Security Forces<sup>6</sup> requires all United Nations entities to exercise due diligence, within the scope of their mandates, to ensure that any support they provide to non-United Nations security forces is consistent with the purposes and principles as set out in the Charter of the United Nations and the Organization's responsibility to respect, promote and encourage respect for international humanitarian law, international human rights law and refugee law. The Policy is distinctly relevant to counter-terrorism contexts considering that United Nations counter-terrorism efforts are frequently carried out in support of non-United Nations

<sup>4</sup> Our Common Agenda - Report of the Secretary-General, p. 13, available at [https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/assets/pdf/Common\\_Agenda\\_Report\\_English.pdf](https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/assets/pdf/Common_Agenda_Report_English.pdf). See also <https://www.ohchr.org/en/what-are-human-rights>.

<sup>5</sup> The Highest Aspiration A Call to Action for Human Rights (2020), p.6, available at [https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/2020\\_sg\\_call\\_to\\_action\\_for\\_hr\\_the\\_highest\\_aspiration.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/2020_sg_call_to_action_for_hr_the_highest_aspiration.pdf).

<sup>6</sup> A/67/775-S/2013/110, Annex.

security forces. It sets out that United Nations support cannot be provided to non-United Nations security forces where there are substantial grounds for believing there is a real risk of the receiving entities committing grave violations of international humanitarian, human rights or refugee law and when the relevant authorities fail to take the necessary corrective or mitigating measures. Moreover, building on his Roadmap for Digital Cooperation<sup>7</sup>, the Secretary-General is finalizing system-wide guidance on human rights due diligence for digital technology use to support all United Nations entities to implement and strengthen human rights due diligence policies, processes and practices for the development, acquisition, sharing and other use of digital technologies.

10. For the United Nations system, the rule of law is a principle of governance which provides that State and public authorities as well as all other institutions and entities, whether public or private, are accountable to laws that are publicly promulgated, equally enforced, and independently adjudicated, and which are consistent with international human rights norms and standards.<sup>8</sup> Rule of law-compliant responses require adherence to the principles of equality before the law, legal certainty, participatory decision-making, accountability, fairness, transparency, and avoidance of arbitrariness. Goal 16 of the 2030 Agenda and Sustainable Development Goals (SDGs) sets out the promotion of inclusive societies through strengthening the rule of law with the aim of developing and maintaining effective, inclusive, and accountable institutions to provide quality services to people and enable the advancement of progress on other SDGs.

11. The principle of gender equality is firmly grounded in international human rights law requiring that all persons are recognized as equal before the law and their rights guaranteed “without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status”.<sup>9</sup> The principle of gender equality was further developed through the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women which establishes not only “an international bill of rights for women”, but also an agenda for action by States parties to guarantee the enjoyment of those rights. Moreover, the SDGs set out gender equality and the empowerment of all women and girls as a necessary foundation of a peaceful, prosperous, and sustainable world (Goal 5).

12. The importance of a whole-of-government and whole-of-society approach is underscored by General Assembly resolution [75/291](#) highlighting the importance of cooperation with all relevant stakeholders, including civil society, in countering terrorism and preventing violent extremism conducive to terrorism including the full, equal, and meaningful participation of women and youth. Relevant Security Council resolutions, in particular resolution [2617 \(2021\)](#), reaffirmed “the importance of civil society, including community-based civil society, in increasing awareness about the threats of terrorism and more effectively tackling them” and welcomed the role of relevant civil society, academia, think tanks, and the private sector, especially women-, youth-, and locally-focused actors in relation to promoting respect for human rights and the rule of law in the context of combating terrorism.

13. International human rights law recognizes the right to take part in the conduct of public affairs, directly or through freely chosen representatives.<sup>10</sup> The United Nations Human Rights Committee has described the conduct of public affairs as a broad concept that “covers all aspects of public administration, and the formulation and implementation of policy at international, national, regional and local levels.”<sup>11</sup> The promotion of equal participation of

<sup>7</sup> United Nations, Road Map for Digital Cooperation: Implementation of the recommendations of the High-level Panel on Digital Cooperation (2020) at 18, [86].

<sup>8</sup> [S/2004/616](#), para. 6.

<sup>9</sup> Art. 2, Universal Declaration of Human Rights. Relevant provisions are also contained in the core human rights treaties. See, for example, art. 2, International Covenant on Civil and Political Rights; art. 2, International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights.

<sup>10</sup> See, art. 25 para. (a), International Covenant on Civil and Political Rights.

<sup>11</sup> [CCPR/C/21/Rev.1/Add.7](#) (1996), para. 5.



all members of society in public affairs is equally integral to achieving the Sustainable Development Goals. The targets of Goal 16 highlight in this respect the need to “ensure responsive, inclusive, participatory and representative decision-making at all levels”.<sup>12</sup>

14. A participatory approach promotes transparency, accountability, and legitimacy of processes, and advances the effectiveness and sustainability of resulting initiatives. Such an approach is conditioned upon creating a safe and enabling environment conducive to the effective exercise of the right to take part in the conduct of public affairs.<sup>13</sup> Civil society can play a crucial role due to its engagement with communities, understanding of local drivers and trends as well as community-specific needs and by often being representative of vulnerable and marginalized groups who are excluded from or underrepresented in political power structures. As women-led civil society and women human rights defenders have reportedly been at times disproportionately affected by measures aimed at preventing and countering terrorism and violent extremism,<sup>14</sup> civil society engagement also presents a critical means to incorporating gender in counter-terrorism policy and practice. Civil society engagement is further instrumental in addressing the factors leading individuals to be drawn to terrorism and violent extremism, as set out in the Global Counter-Terrorism Strategy and the Secretary-General’s Plan of Action to Prevent Violent Extremism.

15. United Nations entities are guided in their engagement with civil society actors by international human rights law and the United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space, prepared pursuant to the Secretary-General’s Call to Action for Human Rights which identified public participation and civic space as priority areas. The Guidance Note is anchored in international law, in existing policies under the United Nations pillars of development, peace and security and human rights, and outlines key steps that United Nations entities can take individually or jointly to strengthen civic space engagement, taking into consideration their role, capacities and programming approach.

### III. Developments in the area of integrating human rights, the rule of law and gender equality in the counter-terrorism efforts of the United Nations system

16. Entities of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact have taken steps to bolster efforts under Pillar IV of the Global Counter-Terrorism Strategy, inter alia through strengthening internal processes aimed at incorporating human rights and gender equality considerations into their activities, including in the area of counter-terrorism efforts.

17. The Global Counter-Terrorism Coordination Compact Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism, chaired by the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), with the Office of Counter-Terrorism as vice-chair, provides support and guidance to Member States and the entities and working groups of the Counter-Terrorism Compact towards ensuring that all efforts to prevent and counter terrorism and violent extremism have respect for human rights and the rule of law as their fundamental basis, including as regards the protection and promotion of the rights of victims of terrorism. To that end, the Working Group provides technical assistance and guidance on mainstreaming human rights and the rule of law including through briefings on the implementation of the Human Rights Due Diligence Policy and other pertinent issues and the exchange of expertise and best practices. Subject to availability of resources, the Working Group further aims to develop a matrix of counter-terrorism related recommendations of United Nations human rights mechanisms, in line with paragraph 98 of General Assembly resolution [75/291](#) which encourages the Office of Counter-Terrorism, the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), and all other relevant United Nations funds and programmes, “to consider relevant analysis, reports

<sup>12</sup> Target 16.7. Other targets under Goal 16 further stress the importance of developing effective, accountable and transparent institutions at all levels (16.6) and ensuring public access to information and protect fundamental freedoms, in accordance with national legislation and international agreements (16.10).

<sup>13</sup> [A/HRC/39/28](#), para. 19.

<sup>14</sup> [A/HRC/46/36](#), para. 7.

and recommendations as they design technical assistance and capacity-building efforts in consultation with Member States”.

18. The Working Group on Adopting a Gender Sensitive Approach to Preventing and Countering Terrorism, chaired by the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women), with the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED) as vice-chair, supports gender mainstreaming, the promotion of gender equality, and the integration of the women, peace and security agenda within the framework of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact. It supports coordination and coherence efforts within the Counter-Terrorism Compact and facilitates meaningful consultations, information sharing, and discussions related to priority thematic areas and knowledge gaps, including through regular briefings to other working groups on ways to enhance the integration of gender perspectives across their work.

19. The two aforementioned working groups are developing benchmarks on human rights and gender equality for activities of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact, to be proposed to the Counter-Terrorism Compact Secretariat for approval and promulgation.

20. The Working Group on Resource Mobilization, Monitoring and Evaluation of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact commissioned an independent meta-synthesis in an effort to aggregate and synthesize the evaluation results and other oversight reports produced under the aegis of the Global Counter-Terrorism Strategy. The meta-synthesis found “limited evidence of an increase in respect for human rights and rule of law as the fundamental basis of the fight against terrorism” and noted that Member States needed “tailored technical assistance for fully implementing fundamental freedoms and human rights”. Against this background, the meta-synthesis recommended “to identify concrete measures for strengthening technical assistance to [Member States], increase resources and capacity of compact entities for effective mainstreaming of human rights and fully consider the support provided by compact entities in the full-fledged evaluation [...] to strengthen human rights.”<sup>15</sup>

21. The Global Counter-Terrorism Coordination Compact and its member entities have taken steps to strengthen engagement with civil society actors within a “whole-of-society” approach to preventing and countering terrorism and violent extremism, as part of efforts towards a more effective integration of human rights, rule of law and gender equality considerations. Civil society representatives have briefed working groups of the Counter-Terrorism Compact and engaged in relevant thematic discussions in line with the terms of reference of the working groups providing for the possibility to invite stakeholders, including civil society, academic and private sector organizations, with a mandate relevant to that of the respective working group to provide briefings or collaborate on initiatives. The Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism promotes the application of the United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space. Deriving from its role in leading United Nations efforts to prevent and address intimidation and reprisals for cooperation with the United Nations, OHCHR shared with members of the Working Group guidance on addressing and preventing intimidation and reprisals with a focus on counter-terrorism.

22. OHCHR continued to provide technical support to Member States and to play an active role within the Global Counter-Terrorism Coordination Compact through chairing the Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism, participating in all Counter-Terrorism Compact working groups and supporting the mainstreaming of human rights within Counter-Terrorism Compact activities. To support Member States and Counter-Terrorism Compact entities, OHCHR is currently implementing a two-year project entitled “Model National Human Rights-Based Counter-

---

<sup>15</sup> United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact, Learn Better, Together, Independent Meta-Synthesis under the Global Counter-Terrorism Strategy, Recommendation 6, available at [https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/meta-synthesis\\_united\\_nations\\_global\\_counter\\_terrorism\\_strategy.pdf](https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/meta-synthesis_united_nations_global_counter_terrorism_strategy.pdf).

Terrorism Responses”, with the objective to provide Member States and the United Nations counter-terrorism architecture with interdisciplinary guidance on the practical steps States can take in designing and implementing counter-terrorism responses, through developing practical and accessible tools to increase the knowledge and capacities of Member States in the development and implementation of their national counter-terrorism strategies and policies.

23. OHCHR continued to co-chair the Human Rights Due Diligence Policy on United Nations Support to Non-United Nations Security Forces Review Group, monitoring the implementation of the Policy against agreed benchmarks through periodic reviews, with the aim of identifying gaps and challenges as well as good practices to ensure a more systematic implementation. The guidance is grounded in the Secretary-General’s Call to Action for Human Rights and Our Common Agenda, which call for the application of human rights frameworks to the digital space and basing all United Nations engagement on human rights risks assessments. In light of the Organization’s commitment to work towards maximizing the benefits that digital technologies can bring while curtailing related risks, the guidance aims to facilitate proactive and effective efforts to identify and address adverse human rights impacts connected with digital technology use with the aim to achieve positive outcomes for affected people, manage unplanned operational and reputational risks to the United Nations system, and strengthen relationships with relevant stakeholders.

24. UN-Women developed its institutional framework on human rights- and gender-sensitive approaches to UN-Women’s engagement in support of counter-terrorism and the prevention of violent extremism, with a new policy guidance brief and global technical programmatic note detailing its global theory of change.

25. In 2021, UN-Women conducted, under the umbrella of the Working Group on Adopting a Gender Sensitive Approach to Preventing and Countering Terrorism and with the support of the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate and the Office of Counter-Terrorism, a global digital consultation on the “Voices and perspectives of civil society on the gendered dimensions of violent extremism and counterterrorism responses”,<sup>16</sup> which allowed civil society and independent women’s and women-led civil society organizations to share their recommendations on the realization of women’s human rights, promoting and protecting women human rights defenders, and supporting their work through flexible and long-term resources. The outcomes of this digital consultation were presented to the Groups of Friends of Women, Peace and Security and of Prevention of Violent Extremism and were followed by two dialogue sessions with women human rights defenders from Libya, Nigeria and Sri Lanka and Member States, organized by UN-Women and the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate, in partnership with the Office of Counter-Terrorism, and with the support of the Groups of Friends of Women, Peace and Security and of Prevention of Violent Extremism.

26. In January 2022, the Office of Counter-Terrorism established a dedicated Human Rights and Gender Section. Reporting directly to the Deputy to the Under-Secretary-General, who also chairs the Office’s Programme Review Board which requires all programmes to incorporate human rights and gender elements, the Section provides technical assistance, coherence, oversight and quality assurance across the Office of Counter-Terrorism’s policy, coordination, and programmatic functions. Also in 2022, the Office adopted its Gender Mainstreaming Policy and Action Plan which institutionalizes the framework, direction, and accountability for the Office’s efforts in mainstreaming gender equality and the empowerment of women throughout its functions. The Policy was informed by Office-wide consultations and based on a comprehensive gender assessment of the Office’s programme and project documents. The Office of Counter-Terrorism is currently in the process of developing its Human Rights Mainstreaming Policy and finalizing internal standard operating procedures for the implementation of the Organization-wide Human Rights Due Diligence Policy.

---

<sup>16</sup> [Global digital consultation: Voices and perspectives of civil society on the gendered dimensions of violent extremism and counterterrorism responses – Outcome report](#)

27. The Human Rights and Gender Section further developed and established the Office's Global Human Rights Programme (2022-24). Under the umbrella of this programme, the Office of Counter-Terrorism works towards the effective, comprehensive, and coherent integration of human rights in all its programmes and policies; improving outreach and communication on human rights in the context of preventing and countering terrorism and violent extremism; and supporting Member States in improving their capacities to prevent and respond to terrorism threats based on international human rights law and the rule of law. The Office is also finalizing its Global Gender Programme, which aims at supporting Member States to ensure that their efforts to counter terrorism and prevent violent extremism are fully aligned with the mandate on gender equality set out in the Global Counter-Terrorism Strategy and its review resolutions; Security Council resolutions on women, peace and security, in particular resolutions 1325 (2000) and 2242 (2015); and relevant international human rights norms and standards.

28. In 2020, the Office of Counter-Terrorism initiated an annual internal assessment of all projects and programmes based on the criteria included in the Office's gender equality marker which assists in tracking the financial allocations devoted to advancing gender equality. These assessments demonstrate an improvement in how gender is substantively addressed, including in many projects that the Office developed in partnership with other United Nations entities. The Office of Counter-Terrorism is currently reviewing its gender marker, in consultation with UN-Women and the Controller's Office, with the aim of establishing more precise measurements of gender-related outcomes and outputs in the Office's counter-terrorism work, as well as the setting of thresholds for required budget allocations. The Office of Counter-Terrorism has further made significant progress with regard to its compliance with the United Nations System-Wide Action Plan's (UN-SWAP) 17 indicators. In 2021, the Office exceeded requirements with respect to three indicators, met requirements with respect to nine and approached requirements with respect to five. These results reflect mechanisms and practices to mainstream gender equality across the Office's mandated functions and operations in line with system-wide requirements. Examples include the adoption of a specific gender equality related strategic result area within the Office's Strategic Programme Framework, a Gender Taskforce and an accountability mechanism for senior management on progress towards the implementation of the Gender Mainstreaming Policy.

29. In January 2020, the Office of Counter-Terrorism launched its Civil Society Engagement Strategy to facilitate coherent and structured engagement with civil society actors at the global, regional, national and local levels. The Office launched in 2021 regular roundtables with civil society, providing an avenue for engaging with the Office's senior leadership and programme managers on recent and upcoming initiatives and activities and on challenges faced by civil society in the counter-terrorism space.

30. The recent High-Level International Conference on Human Rights, Civil Society and Counter-Terrorism provided a promising blueprint of strengthened involvement of civil society in the preparation, delivery and follow-up of United Nations counter-terrorism initiatives that could be further explored and developed. The High-Level Conference was preceded by a Civil Society Workshop on Enhancing Civil Society Leadership and Promotion and Protection of Human Rights in Counter-Terrorism co-organized by the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism and Spain. This workshop included over 90 civil society organizations in-person and online and was preceded by a month-long exercise of global and regional virtual consultations with civil society from 43 countries across five continents. The purpose of the Civil Society Workshop was to elevate existing recommendations and joint findings from civil society on the implementation of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy as set out in the workshop outcome document.<sup>17</sup>

31. The Counter-Terrorism Committee Executive Directorate continued to strengthen the integration of human rights and gender equality considerations into its work in line with

---

<sup>17</sup> [Civil Society Workshop, Outcome Document, 2022](#)

Security Council resolution 2617 (2021) and other relevant resolutions as well as the Framework document for Counter-Terrorism Committee visits to Member States aimed at monitoring, promoting and facilitating the implementation of Security Council Resolutions 1373 (2001), 1624 (2005), 2178 (2014), 2396 (2017), 2462 (2019) and 2482 (2019)<sup>18</sup> and the Technical Guide to the implementation of Security Council Resolution 1373 (2001) and other relevant resolutions.<sup>19</sup> The Executive Directorate has also continued to lead, in accordance with its mandate, on the identification of new trends and developments, and published new analytical products on issues pertaining to gender-responsive practices to counter terrorism and violent extremism.

32. The Counter-Terrorism Committee and its Executive Directorate have continued to work towards meaningful and effective engagement with civil society in line with Security Council resolution 2617 (2021). In this respect, the Executive Directorate organized broad consultations involving more than 50 civil society organizations from 15 countries in Africa in the context of the preparation of its report “Civil society perspectives: ISIL in Africa - Key trends and developments”. Furthermore, civil society representatives played an important part in the Counter-Terrorism Committee Special Meeting on Countering the Use of New and Emerging Technologies for Terrorist Purposes, held on 28-29 October 2022. The Special Meeting resulted in the adoption of the “Delhi Declaration on countering the use of new and emerging technologies for terrorist purposes” that “[e]ncourages [the Executive Directorate] to deepen its engagement and cooperation with civil society, including women and women’s organizations, relevant private-sector entities, and other stakeholders, as appropriate, as well as in the identification of trends, emerging issues and developments, with the support of members of the [Executive Directorate’s] Global Research Network (GRN), on areas pertaining to the threat posed by the use of new and emerging technologies for terrorist purposes”.

33. UNODC’s Strategy for 2021-2025 reaffirms its commitment to strengthen Member States’ criminal justice systems to address issues related to preventing and countering terrorism in a manner that complies with their international human rights obligations, focusing on the effective application of human rights compliant measures to prevent radicalization to violence, including through ensuring the protection of children, youth, women, victims of terrorism and vulnerable groups. The Strategy also provides for increased adoption and implementation of effective, human rights-based and accountable policies, strategies, and approaches to prevent and counter terrorism. UNODC seeks to integrate human rights into its capacity-building both through specialized human rights capacity-building activities and by mainstreaming human rights requirements into the delivery of capacity-building. In this respect, UNODC focuses on building national human rights expertise by training national practitioners to act as trainers on, and advocates for, human rights in counter-terrorism responses, and by developing tailored national level training materials. In integrating gender equality considerations in its activities, UNODC is further guided by its Strategy for Gender Equality and the Empowerment of Women (2022-2026), the Guidance Note on Gender Mainstreaming in the work of UNODC, and the UNODC Handbook: Framework to Measure and Report on Gender-Related SDG Results.

34. The United Nations Development Programme (UNDP) ensures the integration of human rights, rule of law and gender equality through people-centered and risk-informed preventing violent extremism programming. For programming to not only integrate human rights principles, but also be informed by human rights analysis and risk assessments, UNDP has developed a Guidance Note on Managing Risks Across UNDP Programming and Operations and a toolkit on Improving the Impact of Preventing Violent Extremism Programming.

35. UNESCO’s Strategy on Human Rights presents a road map for the integration of a human rights-based approach in all programmes and activities highlighting that all activities should contribute to the realization of human rights and that basic human rights principles,

<sup>18</sup> See S/2020/731, Annex.

<sup>19</sup> S/2019/998

such as equality in rights, participation and accountability should guide the elaboration, implementation and evaluation of all programmes. UNESCO's Priority Gender Equality Action Plan: 2014-2021 seeks to ensure that there is a comprehensive and coherent approach to the promotion of gender equality within the Organization and with Member States and outlines institutional mechanisms for the pursuit of gender equality with a focus on capacity development, coordination, and accountability. UNESCO will soon launch a Preventing Violent Extremism Through Education Gender Check-list, which builds on the work of UN-Women in this area and will serve as a tool for practitioners in the field on education programming to address the gender dimensions of violent extremism, with a view to developing gender sensitive, responsive, and transformative interventions.

IV. Findings concerning the need to strengthen ways in which human rights, the rule of law and gender are meaningfully built into counter-terrorism activities of the United Nations system

36. When unaddressed, human rights, rule of law and gender equality concerns do not only result in a significant negative impact on affected individuals and groups but could also undermine counter-terrorism efforts and the operational effectiveness and reputation of the United Nations and lead to outputs that are inconsistent with the Organization's purpose and principles and applicable international law norms and standards. Such shortcomings also undermine relations with relevant stakeholders, including Member States, civil society, and local populations, including groups and persons that are vulnerable or marginalized, and may result in negative human rights outcomes.

37. Meaningful incorporation of human rights, the rule of law, gender equality, related due diligence processes, including through the implementation of the United Nations Human Rights Due Diligence Policy, and rigorous monitoring and evaluation further the effectiveness of counter-terrorism efforts of the United Nations system and are imperative as the Organization steps up its efforts to implement the Global Counter-Terrorism Strategy, including in the area of capacity-building and technical assistance.

38. Guided by relevant international law norms and standards as well as relevant system-wide policies and guidance, many United Nations entities have adopted policies and processes aimed at incorporating the rule of law, human rights and gender equality considerations and applying due diligence. At the same time, the assessment demonstrates the need for United Nations system entities to continue and strengthen efforts to develop internal guidance aimed at mainstreaming human rights and gender equality into the design, implementation, and monitoring and evaluation phases of relevant activities. Some stakeholders have highlighted the need to step up efforts aimed at ensuring oversight and accountability of ways in which United Nations counter-terrorism efforts incorporate relevant human rights, rule of law and gender equality standards. The Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism and several civil society organizations recommended the establishment of an independent internal oversight mechanism in this respect. In this context, strengthening the existing internal accountability frameworks and ensuring the integration of human rights and gender equality indicators in such frameworks, in line with the Secretary-General's Call to Action for Human Rights, will facilitate the measurement of coherent, consistent and continued support to positive human rights and gender equality action that can also extend the impact of and provide important synergies among the human rights and gender mainstreaming efforts already undertaken by entities.

39. Guidance by the United Nations Evaluation Group facilitates the incorporation of human rights and gender equality standards in evaluation processes system-wide. Such evaluations should be grounded in a robust methodology that assesses and measures the impact of United Nations efforts in support of Member States in terms of promoting and encouraging respect for human rights and gender equality. Relevant efforts could benefit from the benchmarks and indicators on human rights and gender equality being developed by the Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism and the Working Group on Adopting a Gender Sensitive

Approach to Preventing and Countering Terrorism of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact.

40. Entities' efforts could also benefit from the planned activity of the Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism to provide accessible information and guidance on how to consider analysis, reports and recommendations relevant to the prevention and countering of terrorism and violent extremism by United Nations human rights mechanisms, including the universal periodic review, United Nations human rights treaty bodies, and independent special procedures of the Human Rights Council, as they design technical assistance and capacity-building efforts, in accordance with paragraph 98 of General Assembly resolution [75/291](#).

41. The assessment demonstrates the added value for the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact and its working groups, in particular the Working Group on Protecting and Promoting Human Rights, the Rule of Law and Supporting Victims of Terrorism and the Working Group on Adopting a Gender Sensitive Approach to Preventing and Countering Terrorism to continue and reinforce collaborative and coordinated efforts aimed at providing Compact-wide guidance on the meaningful integration of human rights, the rule of law and gender as cross-cutting components of the Global Counter-Terrorism Strategy. The Office of Counter-Terrorism as Secretariat to the Counter-Terrorism Compact can reinforce its mandated coordination role, through its Human Rights and Gender Section, and strengthen outreach, coordination and communication on issues of human rights, the rule of law and gender equality, together with OHCHR and UN-Women. The Global Counter-Terrorism Coordination Compact and its working groups are well positioned to ensure coordination, coherence, effectiveness, and transparency to the efforts to mainstream gender equality and human rights throughout the activities of its member entities, including implementation of the Human Rights Due Diligence Policy.

42. The assessment clearly demonstrated that meaningful incorporation of these cross-cutting elements requires that United Nations system entities have access to the requisite specialized expertise. The lack of resources results in a lack of available technical human rights and gender expertise in the design, development, implementation, monitoring and evaluation of policies and programmes and may lead to negative human rights and gender equality outcomes. The assessment highlighted the definite added value for all entities of the United Nations system to develop dedicated internal capacity on the rule of law, human rights, and gender. The allocation of a minimum of 15 per cent of all funds for counter-terrorism efforts to incorporating human rights and gender equality considerations facilitates meaningful mainstreaming and as such qualifies as good practice that all entities of the United Nations system should aim to adopt.<sup>20</sup>

43. Taking a whole-of-society approach is a prerequisite for effective and sustainable efforts to prevent and counter terrorism and violent extremism and the effective integration of human rights, rule of law and gender equality considerations. This requires engagement with a broad range of relevant stakeholders, including civil society actors. The United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space serves as the baseline for all United Nations entities to guide inclusive, meaningful, and safe engagement with civil society. Expanding channels for civil society input in the counter-terrorism space would help add value by building on and expanding existing good practices on civil society engagement, such as through including civil society in relevant high-level conferences and other events as well as relevant thematic exchanges of Global Counter-Terrorism Coordination Compact working groups. United Nations entities can further the effective integration of human rights, rule of law and gender equality in their counter-terrorism

---

<sup>20</sup> See [S/2015/716](#) (2015), para. 169. In the report, the Secretary-General recommended that a [similar] 15 per cent financing target be applied to all projects to address new peace and security threats, including violent extremism, in recognition of the fact that these threats will not be eliminated, and sustainable peace will not be built without the adequately resourced participation of women.

See also, [2022 Civil Society Outcome Document](#)

activities, by consulting, whenever feasible, a diverse set of civil society actors in an inclusive, safe, and transparent manner and integrating inputs received to the maximum extent feasible.

44. The assessment conducted regarding the integration of human rights, the rule of law, and gender, into counter-terrorism demonstrated the variety of mechanisms, policies, processes and guidance developed by the United Nations system as well as individual entities that promote the effective and comprehensive integration of these cross-cutting elements. These tools provide assistance with respect to conducting human rights risk and opportunity assessments; gender analysis; evidence-based programming; the development of mitigating measures, as necessary and appropriate, to address negative human rights and gender equality impact; human rights-based and gender-responsive monitoring and evaluation; as well as meaningful and safe engagement with civil society and other relevant stakeholders. However, information available also indicates that the existing tools are not always implemented to their full extent in the context of efforts aimed at preventing and countering terrorism and violent extremism. The assessment further showed the benefit of dedicated counter-terrorism-specific guidance on the implementation of mechanisms, policies, and guidance on incorporating the rule of law, human rights and gender equality, and highlighted the essential role to be played by the Global Counter-Terrorism Coordination Compact in this respect.



## Annex III

### Supplementary information: assessment pursuant to paragraph 93, resolution 75/291, on the methodologies and tools for a results framework to ensure comprehensive, balanced and integrated implementation of the Strategy by the entities subordinate to the General Assembly

#### I. Background, purpose and scope

1. In paragraph 93 of its last review of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy (A/RES/75/291), the General Assembly requested the United Nations Office of Counter-Terrorism (UNOCT), in close cooperation with Member States and all concerned United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact (Counter-Terrorism Compact) entities, to assess, as appropriate, methodologies and tools for a results framework to ensure a comprehensive, balanced and integrated implementation of the Strategy by the entities subordinate to the General Assembly. This Annex presents the major findings of the assessment, which was undertaken by UNOCT within the following scope:
  - Identifying monitoring and evaluation methodologies and tools presently used by Counter-Terrorism Compact entities for monitoring progress and measuring impact of programmes and projects on countering terrorism and preventing violent extremism conducive to terrorism (CT/PCVE) implemented under the framework of the Global Counter-Terrorism Strategy (GCTS). Pursuant to the General Assembly's resolution 75/291, the below mapping of existing monitoring and evaluation methodologies is limited to United Nations entities subordinate to the General Assembly.
  - As Member States have the primary responsibility to implement the Strategy, identifying monitoring and evaluation mechanisms and tools used by Member States to monitor progress and measure impact of their CT/PCVE programmes and projects implemented under the GCTS framework. This mapping builds on information shared by Member States.
  - Gathering views among Counter-Terrorism Compact entities on benefits and possible considerations and recommendations for a results framework to ensure a comprehensive, balanced and integrated implementation of the GCTS by the entities subordinate to the General Assembly.

#### II. Methodology

2. A mixed-method approach was applied to data collection, inclusive of:
  - **Desk review:** covering relevant General Assembly resolutions; United Nations reports, tools, publications and evaluations, including the Counter-Terrorism Compact's assessment report synthesising evidence from all evaluation and oversight reports developed under the framework of the United Nations GCTS;<sup>21</sup> and publicly available entity strategies and action plans.
  - **Survey:** open-ended surveys were submitted to all concerned Counter-Terrorism Compact entities, with five written responses received from the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women), United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms while Countering Terrorism.
  - **Interviews:** The survey submitted to all concerned Counter-Terrorism Compact entities sought to further engage with entities by inviting them for interviews to learn more about their monitoring and evaluation methodologies and tools. Thirteen

<sup>21</sup> United Nations, *Learn Better, Together: Independent Meta-Synthesis under the Global Counter-Terrorism Strategy*, December 2021.

interviews were held with 26 staff members from nine Counter-Terrorism Compact entities that agreed to hold interviews with UNOCT. The present report reflects also a self-assessment by UNOCT.

- **Focus-group discussion:** one session was held with the sub-group on evaluation of the Counter-Terrorism Compact's Working Group on Resource Mobilization, Monitoring and Evaluation.
3. In addition, the assessment sought to identify international practices through a survey sent to Member States and a focus group discussion with a sample of civil society organizations. Written responses to the survey were received from Algeria, Austria, Bahrain, Hungary, India, Latvia, the Netherlands, Qatar, Spain, and Türkiye. Civil society organizations represented in the focus group discussion included: Civipol (technical cooperation operator of the French Ministry of the Interior), the International Centre for Countering-Terrorism (ICCT) and the Royal United Services Institute (RUSI).
  4. The information obtained was tabled and categorized. Both qualitative and quantitative data analyses were applied in complementary fashion. Before its finalization, a draft version of the report was shared with the Sub-Group on Evaluation for review and comments.

### III. Limitations

5. UNOCT sensitized Counter-Terrorism Compact entities about the assessment, including through a presentation to the working group on resource mobilization and monitoring and evaluation. However, 9 out of 45 entities responded to the written survey and/or agreed to undertake interviews with UNOCT<sup>22</sup>. The response rate by Counter-Terrorism Compact entities allowed the assessment to offer only an initial indication of methodologies and tools employed by concerned Counter-Terrorism Compact entities, as well as their views on a results framework to ensure the comprehensive, balanced and integrated implementation of the GCTS. The assessment acknowledges the additional information provided by 10 Member States on their methodologies and tools, which provided further information on international practices adopted beyond the Counter-Terrorism Compact.

### IV. Main findings

#### **Monitoring and evaluation methodologies and tools used by Counter-Terrorism Compact entities for monitoring progress and assessing results of CT/PCVE programmes and projects implemented under the GCTS**

6. The assessment found that several entities have in place robust monitoring and evaluation mechanisms to deliver technical assistance to Member States for the implementation of the GCTS. Entities adopt monitoring and evaluation mechanisms based on their specific strategic priorities and resources.

#### *Existence of entity specific results frameworks*

7. Concerning the existence of such mechanisms, 8 out of the Counter-Terrorism Compact entities that responded to the survey and/or participated in interviews reported the use of an entity-specific results framework as a prerequisite for approving programmes and projects, including those on CT/PCVE. Different entities reported different degrees to which their results frameworks are aligned with the GCTS. Notable practices include:

<sup>22</sup> The nine entities were: Department of Peace Operations (DPO), Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women), United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), United Nations System Staff College (UNSSC) and the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms while Countering Terrorism.

- UNODC’s Strategy 2021-2025 entails objectives, outcomes and outputs for all thematic areas under UNODC’s mandate, including the thematic area of CT/PCVE;
- OHCHR’s Management Plan 2022-2023 includes specific results in relation to integrating prevention and protection in counter-terrorism policies and programmes to counter the spread of violent extremism;
- UNDP’s programme framework includes outputs with indicators relative to preventing violent extremism;
- UN Women’s Strategic Plan 2022–2025 outlines its contribution to the prevention of violent extremism;
- UNICRI’s Strategic Framework 2019-2022 includes the thematic area of preventing and countering violent extremism.
- UNESCO is currently completing the development of a theory of change specific to their technical assistance efforts on the prevention of violent extremism (PVE). Once finalized, a PVE specific results framework will be developed to guide UNESCO’s work.
- UNOCT’s Strategic Plan 2022-2025 and its Results Framework are aligned with the GCTS, with UNOCT’s Results Framework reflecting desired impacts informed by Member States’ needs.

#### *Results-based culture*

8. Most of the interviewed Counter-Terrorism Compact entities have in place some standards for conducting monitoring and evaluation. While the standards range from basic to advanced, each entity is making steps in the direction of more firmly institutionalizing a results-based culture. Comparative analysis suggests that there are clear differences in policy priorities, normative frameworks and operational contexts among the assessed Counter-Terrorism Compact entities. Entities have at times developed different solutions to seemingly similar challenges. The assessment indicates diverse experiences, practices and supporting documentation that can be shared across entities.
9. Based on the 2018 audit recommendations of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) and the 2020 KPMG evaluation, UNOCT has developed an internal results-based culture, ensuring that capacity building programmes are relevant, impactful and are supported by governance mechanisms that strengthen monitoring and evaluation. To ensure relevance, UNOCT programmes and projects are aligned with Member States’ strategic priorities and technical assistance needs, including those identified by the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED). UNOCT’s results-based culture is imbedded in its Results Framework (2022-2025), which is guided by a theory of change, and has articulated desired impacts and measurable outcomes. The operationalization and monitoring of UNOCT’s Results Framework supports accountability and transparency and provides opportunities to demonstrate tangible improvements in results and a results-based culture. Mechanisms were developed to ensure the effective utilization of evaluative information to inform decision making at all levels.
10. The findings of the meta-synthesis reflected that not enough information was available on the long-term changes towards inculcating a culture of peace, justice, the rule of law and human rights in targeted Member States. The Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms while Countering Terrorism, highlighted the lack of a systematic approach in the United Nations system towards ensuring that programming in CT/PCVE is evidence-based, informed by risk registers or integrative of measures or aims linked to human rights and rule of law.
11. Assessed Counter-Terrorism Compact entities’ adherence to a results-based culture reportedly tended to be higher in contexts where:

- Strategic leadership at the level of United Nations, governing or executive boards or entities' senior management made explicit requests for reporting to be on results achieved.
- Resources, even nominal, were assigned for monitoring and evaluation, signalling strategic commitment; and
- Standard operating procedures and templates on monitoring and evaluation were substantially streamlined with the expected entities' institutional results with the view of them being used by programme staff.
- Support was provided to programme staff in terms of mentoring, guidance and on-the-job training on monitoring and evaluation including on developing logical frameworks, defining results statements and identifying indicators.

*Types of data collection used by assessed Counter-Terrorism Compact entities*

12. Different data collection instruments are utilized by Counter-Terrorism Compact entities that responded to OP93 for the purpose of monitoring and evaluation. All interviewed Counter-Terrorism Compact entities stated that data collection is resource intensive.
13. Questionnaires are the most widely utilized tools for data collection. These include surveys, such as perception, pre-event, end-of-event or satisfaction surveys. Perception surveys, in person or via social media applications, are also used to capture changes in perceptions. UNDP reported pairing young peacebuilders with experienced researchers to co-design survey tools and methodologies for one of their programmes on preventing violent extremism.<sup>23</sup>
14. Social media monitoring and digital anthropology, which analyses data to understand digital engagement, is used by UNDP and UNESCO. For example, UNDP coordinated digital ecosystem mapping on the presence of violent extremist, dangerous, and hate speech content in online spaces of Indonesia, Malaysia, Philippines and Thailand. The study identified trending extremist narratives and their drivers. The study aimed to understand the perception of youth on violent extremism, as well as the key actors, narratives, audience and drivers towards violent extremist ideology.
15. Follow-up interviews and focus group discussions: Under the PCVE global programme, UNOCT follows up with participants every two or three weeks after training events to gauge how capacity building impacted their everyday work. In some cases, follow up was undertaken three to five months after the training events.
16. Counter-Terrorism Compact entities are increasingly developing toolkits that provide guidance on monitoring and evaluation as related to CT/PCVE. Some examples include:
  - UNDP's *Improving the impact of preventing violent extremism programming: A toolkit for design, monitoring and evaluation*<sup>24</sup> offers guidance on all stages of programme management in the context of preventing violent extremism, by relying on systematic scientific and empirically based research. The toolkit considers gender sensitivities and dynamics, and helps with the identification of structural, social and individual factors of vulnerability and resilience. It offers strategies to overcome challenges in monitoring interventions (lack of reliable data or difficulties in accessing those most 'at-risk' of violent extremism).
  - UNODC's *Toolkit for Evaluating Interventions on Preventing and Countering Crime and Terrorism* looks at evaluations in particular, giving due consideration to how they can be conducted in fragile or conflict-affected States or regions, with limited availability of data and hard-to-reach respondents.

<sup>23</sup> They also co-analysed data, co-developed recommendations, and led in communicating findings to UN entities and their government, civil society organizations and academic partners.

<sup>24</sup> UNDP has developed a [website](#) on the basis of the toolkit.

- UNOCT is presently developing a *Monitoring, Evaluation and Learning Toolkit* to assist Member States and regional organizations in evaluating national and regional action plans on preventing or countering violent extremism. The toolkit will be a capacity building tool for the Member States to build capacity on their own.
- UNDP *Applying Behavioural Science to Support the prevention of violent extremism: Experiences and Lessons Learned* is focused on how behavioural insights can support policies, programmes and projects in building resilience of individuals and making interventions more effective. The insights are derived from multidisciplinary research in fields of psychology, economics, sociology, cognitive science, and other, and are used to ensure that individuals sustain the intended behavioural change.
- UNESCO is developing tools for measuring radicalization at the community-level.

#### V. *Availability of resources for monitoring and evaluation*

17. Three out of the nine Counter-Terrorism Compact entities that responded on OP93, have dedicated monitoring and evaluation staff for CT/PCVE technical assistance work. They generally reported their perception that entities are under-staffed and under-resourced given the size of their programmes. Monitoring and evaluation are often the first to be deprioritized when Counter-Terrorism Compact entities are struggling with funding. Programme management staff engaged in evidence collection and evaluation are reportedly lacking experience in monitoring and evaluation, with monitoring and evaluation responsibilities added to their regular roles and responsibilities.
18. Substantial investments may be required to address a lack of dedicated resources on monitoring and evaluation, without which evaluations tend to be mainly outcome-oriented and forego looking at long-term impact. While Counter-Terrorism Compact entities reported that there is high expectation for results-based reporting, budgetary allocations for monitoring and evaluation activities of projects funded through extra-budgetary contributions are difficult to assign as funding is mainly allocated to for programmatic activities. A number of Counter-Terrorism Compact entities mandate that a percentage of the total project budget is allocated to evaluation (varying from 0.2% to 5%).

#### **Practices by Member States who made information available on monitoring and evaluation mechanisms and tools used to monitor progress and measure impact of their CT/PCVE efforts implemented under the GCTS framework**

19. Ten Member States have provided additional information contributing to the present assessment: Algeria, Austria, Bahrain, Hungary, India, Latvia, the Netherlands, Qatar, Spain, and Türkiye. This included information on their **national mechanisms** used to assess progress towards the implementation of the GCTS. Six Member States (Algeria, Bahrain, Hungary, Latvia, the Netherlands and Spain) reported using a national security or counter-terrorism strategy to define overall national obligations, priorities, and tasks in this area. The strategies provide a framework for an integrated policy and coordinated approach to countering terrorism and violent extremism. Being members of the European Union, four of these states indicated their strategy's alignment with the European Union's counter-terrorism agenda, in addition to the GCTS.
20. In the case of the Netherlands and Spain, the national counter-terrorism strategies define the overall strategic objective along with subordinate long-term goals in the priority areas of intervention. For each of its priority areas, Spain distinguishes between internal, external, and global goals. Among prerequisites for reaching the goals, the Netherlands highlights the importance of quality monitoring and evaluation. The Netherlands has increased "its attention to quality and quality assurance",<sup>25</sup> by prioritizing internal monitoring instruments and external evaluation and audits as integral part of their policy on counter-terrorism and

<sup>25</sup> National Coordinator for Security and Counterterrorism (NCTV), *The National Counterterrorism Strategy for 2022-2026: Preventing and combating terrorism and violent extremism*, May 2022, page 23

violent extremism prevention. They have engaged with academia and professional practice to validate methods and interventions and are looking to create more uniformity in the methods they use<sup>26</sup>. The expectation is that the quality standards will provide “frameworks for a collective learning environment.”<sup>27</sup> The Netherlands aims to develop a more evidence-based approach to programming<sup>28</sup> and engage in regular evaluation and impact assessment of the measures applied.

21. Apart from the strategies, all 10 Member States specified that national action plans, legal frameworks, decrees, response plans and coordination mechanisms are all part of national mechanisms assessing progress in the counter-terrorism area.
22. The role of coordinating counter-terrorism efforts inclusive of monitoring is entrusted to national security or intelligence organizations within the ministries of interior (Austria, Hungary, India, Latvia, Spain) or justice (Bahrain, the Netherlands, Spain). Such agencies coordinate national measures to prevent and counter terrorism, radicalization and violent extremism, with regards to, for instance, prevention, threat assessment, money laundering, financing of terrorism, online dissemination of terrorist content, support to victims of terrorism. Hungary and Latvia made references to a separate agency established to deal specifically with countering terrorism - the counter-terrorism centres. In Spain, the corresponding agency deals with counter-terrorism and organized crime and is also in charge of evaluation and data collection in the area of counter-terrorism. Ministries of defence, justice and foreign affairs are often mentioned as part of coordination efforts. Algeria has put in place coordination mechanisms for the analysis and assessment of the terrorist threat and its mutation. The highest coordination body is the “High Security Council”, chaired by the President of the Republic, Minister of National Defense and Supreme Head of the Armed Forces.
23. When it comes to specific tools used to facilitate work in this domain, Hungary reported relying on a comprehensive terrorism-related database with data on serious, organized, cross-border, and international crimes. The authority in charge of the database, the National Information Centre, evaluates, analyses and checks the information, and prepares comprehensive reports and analyses for decision-makers on the national and international terrorist and extremism situation.
24. Some Member States pointed to the difficulties in reporting against quantifiable and measurable performance indicators of the related GCTS pillars. They specified that information gathered includes classified information, which, due to its sensitivity, is handled confidentially. The State of Qatar welcomed efforts made by international organizations specialized in combating terrorism, including keenness to exchange experiences on the methodologies necessary to develop a results framework to ensure comprehensive and balanced implementation of the GCTS.

**Views by Counter-Terrorism Compact entities on benefits and possible considerations and recommendations for developing a results framework to ensure a comprehensive, balanced and integrated implementation of the GCTS by the entities subordinate to the General Assembly**

25. In the Secretary-General’s report on options to assess the impact and progress made by the United Nations system in support of the implementation of the Strategy (A/73/866), a proposal was made for the development of a results framework for the overall Strategy. All interviewed Counter-Terrorism Compact entities agreed that there are clear benefits to designing a results framework to monitor progress and measure effectiveness and/or impact of programmes and projects on CT/PCVE, implemented by entities subordinate to the General Assembly under the framework of the GCTS. Such a results framework focused on

<sup>26</sup> Such as the VERA-2R is an evidence-based risk assessment tool that is used to assess the risk of violent extremism.

<sup>27</sup> NCTV, *The National Counterterrorism Strategy for 2022-2026*, page 23

<sup>28</sup> As recommended in an evaluation to the Dutch international counterterrorism policy of the Ministry of Foreign Affairs in 2021.

concerned entities' programming is distinct from the monitoring and evaluation tools used by Member States who retain the primary responsibility to implement the Strategy.

26. In general, the following **benefits** were indicated by the interviewed Counter-Terrorism Compact entities, enumerated below in the order of relevance, corresponding to the frequency of their referencing:

- **Effectiveness:** Five out of Counter-Terrorism Compact entities indicated that a results framework would enable entities to show meaningful change that has happened globally. Since the adoption of the GCTS 16 years ago, it has not been possible to assess the overall effectiveness of efforts to implement the GCTS. A results framework would provide an opportunity to define performance results in terms of changes to achieve over different periods of time (medium to long term). Reporting against those results accompanied with a clear set of indicators would allow for comparable data to be collected, analysed and presented.

With the regular biannual reviews in place, monitoring and evaluating the GCTS against a results framework would allow for changes to be observed over time. Depending on how data collection is structured, Counter-Terrorism Compact entities would be in a position to track changes in the counter-terrorism field over time at the global level or in countries that are beneficiaries of United Nations CT/PCVE programmes. The expressed view is that such increased awareness would enable policy-makers to define solutions that are evidence-based and advocate for certain counter-terrorism measures over others within their own governments or with donors.

Such insights would furnish stakeholders with better understanding of which interventions were evidently effective compared to those that had no effect or even adverse effects. Some entities pointed to their work on legislative reforms, which at times leads to new legislation being passed by Member States. There is presently no mechanism to track the actual effects of such legislation over a longer period of time. Only systematic monitoring over time would provide insights, based on which participating Member States can make the necessary adjustments or take corrective action.

A results framework would be an important first step towards a full-fledged evaluation of the work of the Counter-Terrorism Compact entities under the GCTS, as recommended by the meta-synthesis. By facilitating the establishment of indicators and gathering of baseline data, the results framework could support Counter-Terrorism Compact entities in meeting the recommendation of the meta-synthesis in evaluating the work of entities subordinate to the General Assembly.

Other entities underlined that there are clear benefits in merely going through the process of considering what entities want to achieve, what targets they should reach and how that could be measured. The process would also help identify gaps that need to be addressed. Even if the process would not result in the best-defined outcomes and indicators, the process would help Counter-Terrorism Compact entities to (re)evaluate their support to Member States in their implementation of the GCTS by identifying needs and gaps and how best to address these through added-value provided by entities.

- **Accountability:** Four entities highlighted the added value of United Nations entities being able to better reflect how the resources granted by the Member States have been utilized for reaching a greater good. Developing a results framework for the GCTS could provide a mechanism, whereby entities would be able to demonstrate not only what advocacy efforts, technical assistance and capacity building activities have been organized, as is presently done by means of the biannual reports, but also the tangible positive and/or negative effects they have had on perceptions, behaviours, processes

and ultimately institutionalized mechanisms and structures of the beneficiary Member States.

Publicising the intended results and applying an agreed methodological approach to monitoring and evaluating the performance of the Counter-Terrorism Compact entities would instil trust in the process of data collection and reporting, enhance the availability of credible evidence for decision-making or scaling-up of interventions.

- **Coherence:** The Counter-Terrorism Compact aims at strengthening a common United Nations action approach to supporting, at their request, Member States in the balanced implementation of the GCTS. As such, many entities pointed out that it is not only necessary but also timely that the Counter-Terrorism Compact formulate a results framework to assess the impact and progress made by the United Nations system in support of Member States' implementation of the GCTS. By collecting comparable information across the Compact against a results framework, the United Nations system would be in a position to demonstrate its work and achievements more comprehensively.

Instead of reporting as individual entities, reporting as one Compact could promote greater coherence and cohesion among the Counter-Terrorism Compact entities. It would further support Counter-Terrorism Compact entities in demonstrating how resources have been utilized by entity but also across the system and thus underscoring synergies and enhanced effectiveness. Coherent reporting would make the operational and funding gaps more evident, but would itself likely require new resources for monitoring and reporting as one Compact.

- **Advanced knowledge:** Engagement in such a complex and challenging task is expected by some entities to further enhance the general level of understanding on the subject matter of CT/PCVE. Consultations leading up to a results framework would need to further build diverse expertise, including on monitoring and evaluation, policy development, countering terrorism, preventing or countering violent extremism, conflict prevention and peacebuilding. Setting targets would be a process of calibrating what is desired versus what is possible to measure. Establishing a hierarchy of results would offer a plan for incremental change.
- **Greater harmonization of work:** A common results framework for Counter-Terrorism Compact entities subordinate to the General Assembly would ensure that entities' strategies and policies are harmonized with the agreed intended results of the Strategy. This would also enhance evaluation and learning across Counter-Terrorism Compact entities.
- **Clarity and transparency:** The process of developing a results framework could contribute to resolving some dilemmas inherent in working in the field of CT/PCVE. The entities define their work in this field differently based on their mandate and operational requirements. Some entities work on this area as part of stabilization efforts, whereas other entities' CT/PCVE work is part of their conflict prevention and peace building efforts. Some entities address efforts on preventing violent extremism as a way to improving general livelihood, increase resilience and empowerment, while others aspire for interventions to prevent violent extremism specifically as conducive to terrorism. Interviewed Counter-Terrorism Compact entities proposed developing a common theory of change to offer clarity and transparency.

Consideration could also be given to establishing a task force supporting the process of crafting a roadmap for developing a results framework. Such a task force could be established within the framework of the Counter-Terrorism Compact Working Group on Resource Mobilization and Monitoring and Evaluation.

- **Standardization of measuring:** Introduction of a results framework to ensure the comprehensive, balanced and integrated implementation of the GCTS by the entities



subordinate to the General Assembly would ensure that there is a singular, evidence-informed standard of measuring against indicators that are acceptable by Member States and Counter-Terrorism Compact entities. Standardization would ensure that Counter-Terrorism Compact entities are not reporting based on different measurements. Standardized evidence-based reporting would, for instance, inform on the extent to which human-rights considerations are integrated across the Counter-Terrorism Compact entities based on the same methodology. Even minimal uniformity of standards across Counter-Terrorism Compact entities would enhance credibility of reporting and trust in a balanced implementation when supporting Member States.

27. The interviewed Counter-Terrorism Compact entities highlighted a series of **considerations** that need to be taken into account in undertaking the development of a results framework for the GCTS:

- **A results framework only for the entities subordinate to the GA:** A challenge with operational consequences is inherent in developing a results framework relevant only to Counter-Terrorism Compact entities. Some entities proposed developing a simpler framework containing one to two results-focused indicators that are agreeable to Member States and Counter-Terrorism Compact entities alike.

The assessment notes the importance of ensuring an inclusive and consultative approach in the development of a results framework, involving Member States, regional and sub-regional organizations, Counter-Terrorism Compact entities and taking into consideration the views of civil society and affected populations.

- **Capacities and resources:** Nearly all interviewed Counter-Terrorism Compact entities underlined a lack of capacity to undertake monitoring, data collection, analysis and reporting in a systematic and consistent manner. The work on developing and monitoring against a results framework for the GCTS would require additional resources, human and financial. There would be a need to first assess systems and resources that the individual entities could devote to monitoring and evaluation.
- **Common monitoring and evaluation standards:** Different Counter-Terrorism Compact entities have different mandates on CT/PCVE. The extent of alignment of their overarching strategies and results frameworks with the GCTS varies and so does their level of engagement with Member States on CT/PCVE technical assistance. In order to develop a common results framework for Counter-Terrorism Compact entities subordinate to the General Assembly, entities would need to work towards establishing common standards for measuring and collecting data, while respecting the mandates of different Counter-Terrorism Compact entities.

To ensure the alignments of monitoring and evaluation standards, a roadmap and methodology of work could be developed as a first step, allowing Counter-Terrorism Compact entities to work collaboratively towards common standards. Managing the process in stages could help reaching tangible results while building momentum.

- **Context specificity:** CT/PCVE efforts are context specific and defined differently depending on the national and regional context. The challenge lies in introducing a level of abstraction to the results framework so that, at a general, macro-level, it can be relevant for different contexts. However, such level of abstraction would make reporting difficult. The challenge would lie in finding the right balance between level of abstraction/generalization and specificity. A theory of change could help address such challenge.
- **Different approaches to observing human rights compliance:** Counter-Terrorism Compact entities observed that the extent of their integration of human rights and gender equality in CT/PCVE efforts varies. Integrating and monitoring human rights considerations require metrics that are often difficult to obtain. Entities may be using different approaches and standards for declaring projects as including human rights considerations in their implementation. The assessment suggested that considerations

related to gender equality/women's rights as well as human rights and the rule of law be included as objectives of the results framework for entities subordinate to the General Assembly.

*Supplementary information: Survey submitted to the Counter-Terrorism Compact entities*

- *What are the existing monitoring and evaluation mechanisms and processes that your entity is using for assessing the effectiveness and/or impact of programmes and projects on counter-terrorism and on preventing and countering violent extremism conducive to terrorism? What do the mechanisms and processes consist of?*
- *What tools and methodologies does your entity use in support of monitoring and evaluation frameworks on counter-terrorism and preventing and countering violent extremism conducive to terrorism?*
- *To what extent is your entity satisfied with the mechanisms and tools presently in place for measuring results of the entity's work on counter-terrorism and preventing and countering violent extremism conducive to terrorism?*
- *What are, in your view, the strengths of the mechanism(s) and tools presently used by your entity?*
- *What are, in your view, the weaknesses of these mechanisms and tools? What could be improved to make the existing framework better in capturing the results or impact of your entity, its programmes or projects?*
- *How are your entity's monitoring and evaluation frameworks integrating considerations related to the respect for gender equality and human rights?*
- *What are, in your view, the possible benefits and/or challenges in designing and adhering to a results framework for the Global Counter-Terrorism Strategy?*
- *What steps would in your view be necessary to harmonise your entity's results framework, if any, with a potential results framework of the Strategy?*
- *What technical support would be required from the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact for developing such a results framework for the Strategy?*
- *Would you be available to take part in focus group discussions or key interviews to allow the Office of Counter-Terrorism to learn more about your monitoring and evaluation mechanisms, process and tools? You could also propose one or two of your colleagues.*

## Annex IV

### Supplementary information: Executive summary of “Málaga Conference outcome document”

*This outcome document was prepared following the High-Level International Conference on Human Rights, Civil Society and Counter-Terrorism organized by the Office of Counter-Terrorism and the Kingdom of Spain on 10-11 May 2022 in Málaga, Spain*

#### I. Introduction

1. The [High-Level International Conference on Human Rights, Civil Society and Counter-Terrorism: For a Future Free From Terrorism: The Role of Human Rights, the Rule of Law and Civil Society Engagement in Effective Counter-Terrorism Efforts](#) (hereafter: High-Level Conference) took place in Málaga, Spain from 10-11 May 2022. The event, co-hosted by the United Nations Office of Counter-Terrorism (UNOCT) and the Kingdom of Spain, garnered around 430 participants from 85 Member States, seven international and regional organizations, 10 United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact entities and 44 civil society organizations (CSOs). The purpose of the conference was to host a robust and practical exchange of innovative ideas and experiences on how to build human rights and rule of law-compliant responses to terrorism, including a gender perspective and safeguarding the rights of children and victims of terrorism.
2. The High-Level Conference was preceded by a ‘Day Zero’ comprising a Civil Society Workshop on Enhancing Civil Society Leadership and Promotion and Protection of Human Rights in Counter-Terrorism co-organized by the Special Rapporteur for the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, Ms. Fionnuala Ní Aoláin and the Kingdom of Spain. This CSO workshop included over 90 civil society organizations in-person and online and was preceded by a month-long exercise of global and regional virtual consultations with civil society from 43 countries and five continents. The purpose of the Civil Society Workshop was to elevate existing recommendations and joint findings from civil society on the implementation of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy. During the Conference, UNOCT commended these efforts led by CSOs and for CSOs and the international community as a whole, to engage on sensitive yet important issues pertaining to terrorism, CT/PCVE and their respective frameworks, as well as the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms in this context.
3. Additionally, there were six side events co-hosted by UNOCT or a Member State and a civil society representative. The High-Level Conference followed the [Virtual Dialogue with Human Rights and Civil Society Partners on Building a Better Paradigm to Prevent and Counter Terrorism](#), organized by UNOCT and the Kingdom of Spain in May 2021.

#### *Participatory approach*

4. In the lead-up to the Conference, UNOCT and Spain engaged human rights entities and civil society partners with the aim of undertaking a collaborative and participatory approach to the design and implementation of the Conference. This approach included a number of preparatory meetings and consultations on the agenda, the co-moderation with civil society of all thematic sessions during the Conference, and a consultative review of this Outcome Document. This approach allowed civil society actors to support integration of their expertise and perspectives into the Conference discussions and enhance the ownership by key partners towards more meaningful Conference outcomes. Stakeholders have expressed interest in seeing this “Malaga Process” precedent guide future processes for United Nations counter-terrorism efforts moving forward, including the organization of high-level conferences on counter-terrorism and the prevention of violent extremism conducive to terrorism, in line with international frameworks and principles such as the United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space, which notes in particular

the importance to regularly assess the effectiveness of channels for participation and access to information, and enable feedback loops for civil society.

## II. Executive Summary

5. The Conference was overwhelmingly welcomed by participants, with many references commending the demonstration of commitment by Member States and the United Nations to directly address critical issues arising at the interplay of human rights, civil society and counter-terrorism ; and issuing strong appreciation to Spain and UNOCT in this regard. The Conference was recognized as one step forward in moving from consensus to action following the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy, including the concrete implementation of gains related to the rule of law, human rights, gender and civil society engagement. The process of close consultations and collaboration with a relevant number of important stakeholders on this issue, such as Civil Society Organizations (CSOs) and other United Nations entities, in the preparation of the Conference was broadly acknowledged as an important and positive reference for future occasions. The Conference also built on the key messages identified through the CSO Workshop and its preparatory sessions. In Malaga, participants observed that the misuse of counter-terrorism measures by states against civil society and related repression of fundamental rights and freedoms must be meaningfully addressed. Ongoing repression against civil society actors for their work not only violates international human rights law, but also limits the effectiveness of counter-terrorism measures, including where civil society actors experience such reprisals for their cooperation with the United Nations. They also stressed that open civic space, effective counter-terrorism and the advancement of security should be viewed as complementary and mutually reinforcing objectives. The Conference provided a unique opportunity to reflect on a set of guidance made by CSOs and explore new and innovative entry points to foster the human rights-based approach which UNOCT is committed to championing.
6. It was reaffirmed that terrorists and terrorist groups systematically abuse human rights and that it is the primary responsibility of States to protect against such abuses. Participants underscored the importance of developing and implementing counter-terrorism and prevention of violent extremism conducive to terrorism policies and measures that are in full compliance with international law, including international human rights law, international humanitarian law, and international refugee law, as well as the rule of law, and gender-responsive approaches, as reaffirmed by the General Assembly in the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy. States regularly highlighted the challenges they face in this regard, specifically pointing to the challenges of balancing security measures with rights to privacy and freedom of expression as needing particular attention. A majority of interventions also underscored the important contribution that the participation of civil society actors make towards human rights compliant and gender-responsive common counter-terrorism efforts
7. The devastating impact **that the use of overly broad and improperly applied counter-terrorism measures by states** for political and other reasons that restrict and violate human rights can and has had on societies was raised in many interventions. Many interventions underscored that in addition to being violations of international law, including international human rights law, these misuses often lead to more radicalization and recruitment, thus having a clear counterproductive effect in the efforts in the fight against terrorism. Many participants reiterated the need for counter-terrorism measures by States to respect international human rights standards including the principles of necessity, proportionality, non-discrimination. In line with repeated assertions in the Global Counter-Terrorism Strategy, many recalled the need for the full operationalization of the Strategy's pillar IV on human rights and rule of law, including adequate funding for activities under this pillar and for the mainstreaming of the rule of law, gender and human rights across all four pillars of the Strategy. The greater effectiveness of those counter-terrorism measures that uphold relevant international treaties and international customary law was also underscored.
8. The critical importance of women's **full, equal and meaningful participation and leadership** in activities related to counter-terrorism and the prevention of violent extremism

conducive to terrorism was highlighted by a number of delegations and civil society organizations. The necessity of including a specific **gender analysis in all counter-terrorism efforts** was raised to ensure efforts comply with relevant human rights norms and standards. This reflects the recognition by the General Assembly in the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy of the important role of women in countering terrorism and violent extremism- as well as recalling the need to avoid their instrumentalization- and the relevance of gender analysis of the drivers of radicalization to violence of women and men.

9. Participants highlighted the **adverse impact** of both terrorist activity and overly broad and improperly applied counter-terrorism measures by states **on principled humanitarian action and actors**, stressing the challenges faced by humanitarian organizations operating in conflict-settings where terrorist groups are active. A number of participants raised as a priority the importance of respect for international humanitarian law in situations of armed conflict and the need for consistent and sustained humanitarian carveouts across sanctions regimes. The importance of a systematic approach to studying the broader establishment of measures that mitigate the negative effects of sanctions, including disproportionate de-risking practices, was mentioned by a number of participants, focusing on the experiences of smaller organisations in these circumstances.
10. Participants widely echoed the importance of **ensuring comprehensive support to victims and survivors of terrorism**, including victims and survivors of sexual- and gender-based violence as recognized in the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy. They underlined the need to move from narratives of solidarity to a rights-based and participatory approach to ensure that both their immediate and long-term physical, medical, psychosocial, rehabilitation, and assistance needs are met and their human rights recognized and protected, in particular for women and children. Participants noted the need for comprehensive support to victims of abusive counter terrorism measures, including the redress for previous instances. In its seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy, the General Assembly called upon Member States to ensure that any person who alleges violations of their human rights or fundamental freedoms by measures or means employed to counter terrorism or violent extremism has access to justice and an effective remedy, and receive adequate, effective and prompt remedy and reparations, as appropriate. Some participants called for the development by Member States of comprehensive, gender-sensitive assistance plans. The Model Legislative Provisions developed by the United Nations and the Inter-Parliamentary Union for victims of terrorism were presented as an imperative and practical step in this direction.
11. The meaningful **role that victims of terrorism could play** in the counter-terrorism efforts was also raised by some delegations, including the need to ensure that policies and practices are designed in consultation with the expertise of victims/survivors. The importance of creating an enabling platform for victims and survivors to have their voices heard – while avoiding their instrumentalization - was affirmed, particularly as a critical step to counter the narrative of destruction and intolerance promoted by terrorist groups, and contributing to strengthening the resilience of the communities. The importance of creating spaces for the **memory** of victims and survivors of terrorism to acknowledge their experiences was also discussed, with a general consensus reached on the crucial role that memories can play both for the dignity of the victims and also as an important element in countering terrorism.
12. Participants pointed to a worrying trend of **restrictions on civic space**, in the context of the negative impact that counter-terrorism measures, including the measures to counter terrorist financing, can have on it. Attention was given to highlighting these impacts on grassroots organizations, women's rights groups, women human rights defenders and women peacebuilders in particular. Many Member States highlighted the criticality of meaningfully engaging with civil society in the development, implementation, monitoring and evaluation of counter-terrorism and prevention of violent extremism policies, at the local, national, regional and at the international levels. These negative impacts extend to those locally based CSOs working to prevent violent extremism. As a direct consequence of this, a number of participants called for the specific protection of the civic space by states including the respect

for freedom of opinion, expression, association, and peaceful assembly, in line with international human rights law and standards, the United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space and the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy which encouraged Member States to create and maintain an enabling environment for civil society.

13. Many Member States highlighted the criticality of **meaningfully engaging with civil society** in the development, implementation, monitoring and evaluation of counter-terrorism and prevention of violent extremism policies and programmes, at the local and at the United Nations levels, building on the recommendation from the Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space. A number of participants proposed an increased, more consistent participation, enduring partnership, and political and decision-making role for CSOs in the works of the international organizations, with special reference to the United Nations system. At the same time, many participants also underscored that recommendations and expertise offered by civil society must be meaningfully channeled into practice, for which a wide-ranging number of recommendations exist, including as presented through the Working Groups of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact.
14. Participants underscored that all programmes in support of Member States' counter-terrorism efforts and prevention of violent extremism, including those by United Nations entities must comply with the rule of law, international human rights law and international humanitarian law. Participants also engaged in a robust discussion on the current counter-terrorism architecture at the United Nations system, with participants commending positive developments with regard to coordination and coherence, while some participants also called for a review and oversight capacity. Further calls made included for enhanced coordination and coherence, more robust monitoring and evaluation, a revised and fully public civil society engagement strategy, sustained partnership with civil society and more sustainable funding, with references to the possibility of an increased participation in the regular budget of the organization, thus echoing the seventh review of the Global Counter-Terrorism Strategy.
15. The official launch of the UNOCT Human Rights and Gender Section at the conference was welcomed as a very positive step in the direction of further implementing, specifically, the mandates of the fourth pillar of the Global Counter Terrorism Strategy, including the need for enhanced integration of the rule of law, human rights and gender as cross-cutting elements of the Strategy.
16. **The following are key messages emerging from the Conference:**

- **High-level multilateral engagement** on human rights, gender, civil society and counter-terrorism is critical to enhancing dialogue and broaden understanding, towards a more inclusive and effective multilateralism.
- Domestic legal and policy frameworks that promote and protect human rights and fundamental freedoms in the counter-terrorism context, including freedom of expression, peaceful assembly and association, religion and belief, and right to privacy and due process in accordance with international law must be strengthened.
- Member States must ensure that counter-terrorism strategies, laws, policies and measures comply with international law and the principles of legality, necessity, proportionality and non-discrimination, and further address the misuse of counter-terrorism measures and the devastating and often discriminatory impact on human rights and civic space of measures that do not respect the rule of law.
- Women's full, equal and **meaningful participation in political and decision-making power** and leadership is critical in the planning, implementation and monitoring of counter-terrorism and the prevention of violent extremism policies and programmes. These must be

anchored in context specific gender analysis, reflecting the nuanced role that women and men have in terrorism, e.g., as perpetrators, victims, preventers and agents of change.

- The **negative impact that counter-terrorism measures and sanctions, particularly countering the financing of terrorism measures, can have on impartial humanitarian engagement and the delivery of humanitarian aid** must be addressed, including through well-crafted and properly applied exemptions for humanitarian action in relevant Security Council resolutions on sanctions and counter-terrorism as well as in domestic legislation. Respect for international humanitarian law in situations of armed conflict as well as ensuring provision is made for the unimpeded delivery of principled humanitarian action across contexts is essential. Structures for dialogue between national authorities, the private sector and humanitarian actors must be fostered and sustained to mitigate or even prevent negative impacts on humanitarian action and ensure continued and timely access to financial services for humanitarian actors.

- **More tangible support to victims and survivors of terrorism is required**, moving from solidarity to addressing their rights in domestic legislation and policies; the Model Legislative Provisions are an important step in this regard. Member States should enable victims and survivors to have a meaningful active role in all counter-terrorism efforts, empowered to have their voices heard.

- **More meaningful engagement with civil society** at all stages of the design, implementation and monitoring and evaluation of counter-terrorism and prevention of violent extremism policies and programmes is imperative; comprehensive engagement by Member States and United Nations entities requires an enabling environment for dialogue and pave the way for the realization of the United Nations Guidance on the Protection and Promotion of Civic Space. Working with local communities, towards local ownership, is crucial for prevention policies and programming.

- **Inclusive and meaningful engagement and participation of civil society** at every stage of the process is essential in the preparation and delivery of United Nations efforts, including High-Level events and engagements on counter-terrorism and the prevention of violent extremism conducive to terrorism. Enhancement of the “Malaga process” of collaboration with CSO is a possible model for future events, while the UNOCT Civil Society Engagement Strategy could be updated based on the outcomes of the participatory process developed with CSOs and in line with the United Nations Guidance Note on the Protection and Promotion of Civic Space which emphasizes the importance to strengthen diversity and inclusive participation in the development of key strategies.

- **Sustainable funding** to human rights and gender capacities is required to ensure effective mainstreaming, robust monitoring and evaluation and support to the full realization of Pillar IV, and in line with Member States’ primary responsibility for implementation of the Global Counter-Terrorism Strategy.

- UNOCT’s coordination and coherence mandate, especially through the **Global Counter-Terrorism Coordination Compact**, provides an opportunity to ensure greater human rights and gender mainstreaming across the counter-terrorism architecture; the Human Rights and Gender Section within UNOCT, and Compact partners can play an important role in this regard, in line with the Office’s mandate

**Annex V****Supplementary Information: list of United Nations Member States and Permanent Observers contributing to the Trust Fund for Counter-Terrorism<sup>29</sup>**

1. Qatar
2. Saudi Arabia
3. European Union
4. Netherlands<sup>\*30</sup>
5. United States of America
6. China
7. Japan
8. Russian Federation
9. Germany
10. Canada
11. Norway
12. Spain
13. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
14. Australia
15. Morocco
16. India
17. Republic of Korea
18. United Nations Development Programme<sup>\*\*31</sup>
19. Sweden
20. Denmark
21. Hungary<sup>\*</sup>
22. Italy
23. Switzerland
24. France
25. Kazakhstan
26. Portugal
27. United Arab Emirates
28. Belgium
29. UNDP MPTF
30. Colombia
31. Finland

---

<sup>29</sup> The Member States and Permanent observers are listed in descending order representing the size of their respective contributions as of October 2022.

<sup>30</sup> \*This ranking reflects an in-kind contribution of the Netherlands provided to the United Nations Countering Terrorist Travel Programme, valued at 11.5 million in 2018 and Hungary valued at 534 thousand in 2021.

<sup>31</sup> \*\*This contribution was channelled from the United Nations Development Programme to the Office of Counter-Terrorism a part of a joint programme funded by the European Union.



32. Türkiye
  33. Liechtenstein
  34. Algeria
  35. Nigeria
  36. Kenya
-